



# **Les relations entre civils et militaires aux Etats Unis et la place des militaires dans les processus décisionnels.**

Mémoire de géopolitique

du Capitaine de Corvette Alexandros DIAKOPOULOS

dans le cadre de l'étude dirigée

« Les fondements de la politique étrangère des États-Unis »

Directeur : Mme Denise ARTAUD  
du CNRS

**mars 2001**

1. **Titre : Les relations entre civils et militaires aux Etats Unis et la place des militaires dans les processus décisionnels.**
2. **CC Alexandros Diakopoulos (Grèce).**
3. **Date de rédaction : 17 mars 2001.**
4. **Division D.**
5. **Nature du travail : Mémoire de géopolitique.**
6. **Synthèse du document : Une conjonction de facteurs depuis la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale, a entraîné la remise en cause du paradigme militaire aux Etats Unis et par conséquent des relations entre civils et militaires. Ce mémoire examine tout d'abord le rapport entre les militaires et le pouvoir civil dans son contexte historique, social et politique pour définir ensuite la place des militaires dans les processus décisionnels. Il vise également à déterminer comment les différents facteurs ont influencé ce rapport et à souligner le retentissement des évolutions géopolitiques sur l'institution militaire.**
7. **Mots clés : Etats Unis, armée et pouvoir, relations entre civils et militaires, Vietnam, professionnalisation, doctrine Powell, intérêt national, opérations militaires autres que la guerre (MOOTW), technicisation, RMA, spécificité militaire.**

# **LES RELATIONS ENTRE CIVILS ET MILITAIRES AUX ETATS UNIS ET LA PLACE DES MILITAIRES DANS LES PROCESSUS DÉCISIONNELS.**

## **Sommaire**

### **Partie I :**

#### **Contexte Historique**

De la révolution jusqu'à la guerre de Corée

De la guerre de Corée à la guerre du Vietnam

### **Partie II :**

#### **Le cadre des relations entre civils et militaires après la guerre du Vietnam**

L'héritage du Vietnam

La résurgence

Les conséquences de la loi « Goldwater-Nichols » aux processus décisionnels

Les implications de la loi « Goldwater-Nichols » et de la doctrine « Powell » aux opérations militaires

### **Partie III :**

#### **Les relations entre civils et militaires après la guerre froide**

Les opérations militaires autres que la guerre

Les relations entre civils et militaires pendant l'administration Clinton.

La spécificité militaire

# LES RELATIONS ENTRE CIVILS ET MILITAIRES AUX ETATS UNIS ET LA PLACE DES MILITAIRES DANS LES PROCESSUS DÉCISIONNELS.

## Table des matières

	Page
<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Partie I : Contexte Historique</b>	<b>3</b>
1.1 De la révolution jusqu'à la guerre de Corée	3
1.11. L'héritage du Libéralisme	3
1.12. La 2 <sup>ème</sup> Guerre mondiale	3
1.13 La guerre de Corée	5
1.2 De la guerre de Corée a la guerre du Vietnam	6
1.21. McNamara	6
1.22. La guerre du Vietnam et les désaccords entre les Armées et le Pouvoir	7
<b>Partie II : Le cadre des relations entre civils et militaires après la guerre du Vietnam</b>	<b>10</b>
2.1. L'héritage du Vietnam	10
2.11. La suppression de la conscription	10
2.12. Les leçons politiques du Vietnam	12
2.13. Les leçons militaires du Vietnam	14
2.2. La résurgence	18
2.21 La doctrine Weinberger.	18
2.22 Goldwater-Nichols	20
2.3 Les conséquences de la loi « Goldwater-Nichols » aux processus décisionnels	23
2.31. Le rôle du <i>CJCS</i> sur la politique de la défense	23
2.32. Le rôle des <i>CINCS</i> sur la politique étrangère	24
2.4. Les implications de la loi « Goldwater-Nichols » et de la doctrine « Powell » aux opérations militaires.	27
2.41.Le Général Colin Powell.	27
2.42 Le Triomphe du concept interarmées : L'Invasion du Panama et la Guerre du Golfe	28
<b>Partie III : Les relations entre civils et militaires après la guerre froide</b>	<b>32</b>
3.1. Les Opérations Militaires Autres Que La Guerre.	32
3.2 Les relations entre civils et militaires pendant l'administration Clinton	34
3.21 L'influence du Pentagone à la politique étrangère	34
3.22 L'influence de l'armée sur le concept « zéro mort »	38
3.3. La spécificité militaire	40
3.31 L'état d'âme des militaires	40
3.32 La politisation des Armées	41
3.33 La remise en cause de la spécificité militaire	43
<b>Conclusion</b>	<b>47</b>

## INTRODUCTION

Une armée n'est pas un isolat. Quelle que soit son autonomie relative, elle entre en relation selon des modalités diverses, avec son histoire et son environnement social, politique et international.<sup>1</sup>

Selon S.E Finer la relation entre le pouvoir civil et les militaires s'adapte aux changements de l'environnement stratégique, à la nature de la guerre, à la situation politique, aux tendances socioculturelles et reflète les capacités et les valeurs institutionnelles des militaires et des institutions civiles qui les contrôlent<sup>2</sup>.

Historiquement, la culture stratégique des Etats-Unis s'est caractérisée par l'influence de Jomini et la méconnaissance de Clausewitz<sup>3</sup> et la relation entre civils et militaires, a été façonnée par la dialectique entre les préceptes du libéralisme et la nécessité de développer une armée fiable. Pourtant après la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale cette mentalité s'est heurtée aux nouvelles réalités. Une conjonction des facteurs depuis la guerre, a entraîné la mise en cause du paradigme militaire américain et par conséquent des relations entre civils et militaires.

Parmi ces facteurs, la guerre du Vietnam, les évolutions sociales et politiques qui ont suivi la guerre, et le nouveau système international en sont les principaux. La guerre du Vietnam a mis en cause les relations entre civils et militaires, le corollaire des évolutions sociales et politiques est à la fois un clivage entre les sociétés civiles et militaires et une influence militaire sans précédent sur la procédure de prise de décisions tandis que le nouveau système international a entraîné une fusion civilo-militaire. L'échec du Vietnam, la chute de l'URSS et la loi « Goldwater- Nichols » de 1986 (*Goldwater Nichols Department of Defense reorganization Act* ) ont fonctionné comme catalyseurs dans ce processus.

Tout d'abord l'expérience du Vietnam, qui a profondément marqué le système politique des Etats-Unis, a eu un impact énorme sur la mentalité des militaires. Dans ce cadre, on peut discerner, deux faits immédiats, qui constituent le préambule de la situation du présent. Primo, le remplacement d'une armée de conscrits, qui était par définition une armée plus représentative de la société, par une armée de professionnels. En conséquence le taux des « vétérans » parmi les hommes politiques et la société en général est en baisse, tandis que les militaires font preuve de plus en plus d'un esprit corporatif. Secundo, l'analyse que les militaires ont fait pour définir

---

<sup>1</sup> CAPLOW Theodore et VENNESSON Pascal, *Sociologie Militaire*, Paris ; Armand Colin, 2000, p. 33.

<sup>2</sup> FINER Samuel E., *The Man on Horseback. Military Intervention into Politics.*, Harmondsworth ; Penguin, 1975, p. 24.

<sup>3</sup> COUTAU-BEGARIE Hervé, *Traité de Stratégie*, Paris ; Economica, 1999, pp. 191 et 195.

les causes de l'échec a mis l'accent sur l'intrusion des politiques dans la sphère militaire. Ils en ont donc déduit que les militaires devaient contribuer de façon plus nette à la définition de l'intérêt national et par extension à la détermination des conditions dans lesquelles l'armée des Etats-Unis peut ou ne peut pas s'engager.

Cet état d'esprit a été concrétisé par le *Goldwater Nichols DoD reorganization Act* qui a introduit de profondes reformes. Il a unifié les armées par le biais du concept interarmées (jointness), face à un pouvoir politique divisé entre le Président et le Congrès, il a donné au Chef d'Etat Major interarmes (Chairman of the Joint Chiefs of Staff [CJCS]) une place institutionnelle dans la procédure de prise des décisions, et il a pratiquement assigné aux quatre Commandants en chef du commandement unifié (CINCs) qui partagent entre eux le dispositif sécuritaire et opérationnel des Etats-Unis dans le mode, un rôle quasi diplomatique autant que militaire.

Enfin, le système international a rapidement évolué depuis l'effondrement de l'URSS, et les Etats-Unis sont entrés dans une procédure de reforme stratégique. La « Révolution des Affaires Militaires » (RMA) qui émane de cette reforme et les opérations militaires autres que la guerre, ont un profond retentissement sur les relations entre civils et militaires. La technicisation accrue de l'armée américaine implique un nouveau rapport civil militaire qui relève de la théorie de Max Weber selon laquelle la rationalité technique affaiblit l'autorité traditionnelle<sup>4</sup>, tandis que les nouvelles missions ne sont pas toujours perçues favorablement, par les armées.

La conjonction de la nouvelle technologie, des nouvelles opérations, de la professionnalisation, de la situation politique et de la résurgence de la popularité de l'armée après la guerre du Golfe ont probablement fait basculer l'équilibre des relations civilo- militaires vers le côté des militaires.

On se demande alors quel est l'état actuel des relations civiles militaires aux E.U, et on va l'examiner dans son contexte historique, social et politique pour définir la place de militaires dans les processus décisionnels.

---

<sup>4</sup> Un des thèmes majeurs de Weber était la tendance de la rationalité technique et de l'efficacité industrielle à affaiblir l'autorité traditionnelle. WEBER Max, *The Theory of Social and Economic Organisation*, New York ; Free Press, 1997.

# 1.CONTEXTE HISTORIQUE.

## 1.1 DE LA REVOLUTION JUSQUE A LA GUERRE DE COREE.

### 1.11. L'héritage du Libéralisme

Depuis la révolution, la société américaine, fondée sur les préceptes du libéralisme politique, éprouvait une méfiance envers l'institution militaire. L'équilibre des pouvoirs<sup>5</sup> et en général, tout ce qui relevait de la « raison d'Etat » étaient considérés comme des vices européens.<sup>6</sup>

Dans ce cadre à quelques exceptions près, l'utilisation de l'armée ne fut-elle jamais envisagée comme un instrument politique,<sup>7</sup> et la guerre était considérée comme une rupture plutôt qu'une continuation de la politique par d'autres moyens.<sup>8</sup>

Par conséquent, c'étaient les théories de *Jomini* qui dominaient la pensée militaire, plutôt que celles de *Clausewitz* pour qui il y avait une finalité politique à la guerre et qui, par ailleurs, n'eut jamais une grande influence sur l'armée américaine.<sup>9</sup>

Par suite, l'armée tenait le rôle du pompier. Son but était le rétablissement de la normalité et il n'existait pas un état final politique outre la victoire décisive et inconditionnelle.<sup>10</sup>

La primauté civile était profondément ancrée dans la mentalité des militaires, mais il s'agissait d'une primauté *de facto* basée sur la tradition.<sup>11</sup> L'institution militaire a eu mal à se transformer en une institution professionnelle, vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, et on peut dire qu'elle évoluait en marge de la société.

### 1.12. La 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale

Telle était la situation jusqu'à la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale. La primauté civile était, tout au long de cette période, absolue et incontestable malgré quelques exceptions.<sup>12</sup>

---

<sup>5</sup> La politique étrangère des E.U à l'époque, était caractérisé par ses idéaux universels plutôt que par la poursuite de l'intérêt national, au sens européen. Selon Carl J. Friedrich, être américain c'était un idéal tandis que être français c'était un fait.

<sup>6</sup> HUNTINGTON Samuel P., *The Soldier and the State : A theory of Civil-Military Relations*, Cambridge Mass ; The Belknap Press of Harvard University Press, 1957, pp.148-151.

<sup>7</sup> JOHNSON David E., *Wielding the terrible Swift Sward : The American Military Paradigm and Civil-Military Relations*, Harvard University, John M. Olin Institute for Strategic Studies, Project on U.S. Post Cold War Civil-Military Relations, 1996, pp. 6-9. Toutes les monographies du John M. Olin Institute for Strategic Studies, concernant les relations entre civils et militaires sont consultables sur l'Internet : <http://www-vdc.fas.harvard.edu/cfia//olin/pub.htm>

<sup>8</sup> Ibid.

<sup>9</sup> HUNTINGTON, *The Soldier and the State : A theory of Civil-Military Relations.*, op. cit. p.197.

<sup>10</sup> JOHNSON, *Wielding the terrible Swift Sward : The American Military Paradigm and Civil-Military Relations.*, op. cit., p.7.

<sup>11</sup> JANOWITZ Morris, *The Professional Soldier : A Social and Political Portrait*, New York ; The Free Press, 1975, pp 218-219.

<sup>12</sup> Notamment l'invasion de la Floride espagnole par Andrew Johnson. cf JOHNSON Douglas and METZ Steven, *American Civil-Military Relations : New Issues, Enduring Problems*, U.S. Army War College, Carlisle Barracks PA ; 1995, p 5.

Pendant la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale, l'armée américaine a mené le combat conformément à sa tradition. Les dirigeants politiques considéraient la guerre totale comme un problème technique quasi exclusivement militaire.<sup>13</sup> Ainsi les commandants du théâtre d'opérations (*theater commanders*) jouissaient d'une grande autonomie dans la poursuite de leur action.

Alors que les alliés, dans leur planification opérationnelle, mettaient l'accent sur le sort du monde après la guerre, les Etats-Unis se consacraient à l'obtention de la victoire totale et d'une capitulation sans conditions. La manière américaine donc, inversait le principe de *CLAUSEWITZ* selon lequel la guerre avait une finalité politique « *et l'on ne peut pas concevoir le moyen indépendamment de la fin* ». <sup>14</sup> Pour les Etats-Unis il existait une démarcation nette entre la guerre et la paix.

Pourtant après la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale les Etats-Unis se sont trouvés dans une situation nouvelle. La guerre froide ne l'était ni vraiment la guerre, ni vraiment la paix et ils furent obligés depuis 1947 de reconstituer une armée importante pour faire face à l'URSS.

La Guerre froide a entraîné un changement majeur dans les relations internationales. Durant la période avant la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale, l'élément statique était la puissance relative entre les différentes grandes puissances, et l'élément dynamique était le changement dans les rapports entre coalitions et alliances entre elles. Après la guerre les coalitions étaient stables et l'élément dynamique était le rapport des forces militaires et économiques entre les deux coalitions. Par conséquent la puissance militaire devint-elle, progressivement, un élément fondamental de la politique étrangère des E.U.

Au plan stratégique, la base de leur planification demeurait la guerre totale et ils se préparaient pour le pire scénario (*worst case scenario*). Cela se serait traduit, pour l'armée de l'air, par le bombardement stratégique de la capacité industrielle de l'URSS, pour la marine, par la recherche de la maîtrise des océans et, pour l'armée de terre, par une guerre en Europe contre l'Armée Rouge.

Cependant, la fin de la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale a entraîné une mutation dans la fonction des commandants de théâtre opérationnel (*theater commanders*), puisqu'ils sont devenus responsables pour l'administration des pays occupés, pour la restauration d'un gouvernement politique, et pour la gestion des questions de sécurité sur leur zone. Certes, ils poursuivaient la politique de Washington, mais leurs actions

---

<sup>13</sup> GREGOR William J., *Toward a Revolution in Civil-Military Affairs : Understanding the United States Military in the Post Cold War World*, Harvard University, John M. Olin Institute for Strategic Studies, Project on U.S. Post Cold War Civil-Military Relations, 1996., p.8 , loc. cit.

retentissaient sur le développement de cette politique et également sur l'environnement stratégique.<sup>15</sup> D'ores et déjà, les commandants de théâtre jouaient un rôle politico-militaire. Les commandants de théâtre de la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale sont devenus commandants en chef du commandement unifié (CINCs). Ce nouveau rôle a été formalisé par le «*Unified Command Plan*» (UCP) et la loi sur la sécurité nationale de 1947(*National Security Act*).

Ce fut la première avancée législative vers le concept interarmées (*jointness*). Cette loi, fut un compromis entre la crispation de chacune des armées sur ses prérogatives et le besoin d'unification.

Depuis leur création en 1790 et 1798 respectivement, jusqu'à la fin de la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale, les ministères de la Guerre et de la Marine constituaient deux organes distincts. Ils étaient pratiquement autonomes non seulement l'un par rapport à l'autre mais aussi à l'égard du Département d'Etat. Les Secrétaires à la Guerre et à la Marine ainsi que les chefs militaires de ces deux armes dépendaient directement du commandant en chef, c'est à dire du Président des Etats-Unis.

Au lendemain de la Guerre, cette organisation fut modifiée. Depuis le loi sur la Sécurité Nationale (*National Security Act*) de 1947 l'«*Army Air Corps*» devient l'«*United States Air Force*» avec un statut égal à celui des deux armes plus anciennes. Les chefs d'état-major interarmées furent constitués en un organe permanent, le «*Joint Chiefs of Staff*»(JCS) doté d'un président, le «*Chairman Joint Chiefs of Staff*»(CJCS). Par ailleurs la nécessité de coordonner pleinement et efficacement les services des forces armées a conduit à la nomination d'un Secrétaire à la Défense et à la création d'un département à la Défense. Enfin, la même loi institua le Conseil national de sécurité (*NSC*).

### 1.13 La Guerre de Corée

La première épreuve après la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale fut la guerre de Corée. L'opération menée par le Général Mac Arthur visait à l'anéantissement de l'ennemi conformément au paradigme militaire américain de la guerre totale.

Néanmoins, l'URSS possédant depuis 1949 l'arme nucléaire, et après que la Chine fut entrée en guerre, le Président Truman redoutant qu'elle ne fût le préambule d'un affrontement plus général, insista pour que MacArthur mène une guerre à

---

<sup>14</sup> CLAUSEWITZ Carl von, *De la guerre*, Paris ; Perrin, p.61.

<sup>15</sup> La décision opérationnelle, par exemple, du désarmement des forces du Japon en Corée a conduit à la détermination du 38<sup>ème</sup> parallèle comme la ligne de séparation entre les forces russes et américaines. Cette ligne est ainsi devenue involontairement une frontière politique.

objectif limité. Ce dernier contesta ouvertement la politique de Washington, et Truman fut obligé de le relever de son commandement en 1951.<sup>16</sup>

La guerre de Corée fut la première guerre à objectif limité dans l'histoire des Etats-Unis. Les objectifs militaires y furent subordonnés à des considérations politiques et ce fait a frustré les militaires. Le paradigme militaire fut ébranlé mais il n'était pas encore cassé.

## 1.2 DE LA GUERRE DE COREE A LA GUERRE DU VIETNAM.

### 1.21. McNamara

Jusqu'au début du Vietnam, les relations entre civils et militaires sont caractérisées par la domination nette des premiers et plus particulièrement du Ministre de la Défense, McNamara, dans les processus décisionnels. Cette tendance fut particulièrement nette dans les changements apportés à la gestion du ministère, dans la formulation de la nouvelle doctrine stratégique, et lors de la crise des missiles de Cuba.

En ce qui concerne le premier cas, McNamara et ses consultants civils, surnommés les «gosses géniaux» (*whiz kids*),<sup>17</sup> ont introduit un nouveau style de gestion administrative, le «*Planning Programming Budgeting System*» (*PPBS*) et le «*Five-Year Defense Programs*» (*FYDP*). Ils mirent en œuvre des méthodes comme l'analyse opérationnelle (*operational analysis*) dans l'évaluation des programmes de la défense et la programmation du budget. Ces programmes, ont remis en cause les estimations, jusque-là incontestées, des militaires en matière de systèmes de forces<sup>18</sup>.

Concernant la doctrine stratégique, McNamara a remplacé celle des «*représailles massives*» à travers le bombardement stratégique, adoptée par le «*Strategic Air Command*» (*SAC*), qui menaçait la population et les villes de l'ennemi, par la doctrine de dissuasion graduée (*finite deterrence*) qui reposait sur le concept des «*destructions mutuelles assurées*» (*Mutual Assured Destructions* ou *MAD*). La nouvelle doctrine était fondée sur les théories de dissuasion, conçues par

---

<sup>16</sup> MAIHAFER Harry, « Message to MacArthur », *American History*, Juin 96, p.28-37.

<sup>17</sup> L'équipe de McNamara comprenait quelques personnalités bien connues aujourd'hui aux E.U, dans le domaine des études sur la défense comme Hitch, Enthoven, Kaufman, et Brown.

<sup>18</sup> GIBSON Christopher P.& Dr SNIDER Don M., *Explaining Post Cold War Civil-Military Relations : A New Institutional Approach*, Harvard University, John M. Olin Institute for Strategic Studies, Project on U.S. Post Cold War Civil-Military Relations,1996, p.7, loc. cit.

une nouvelle génération d'universitaires comme Nitze, Rowen et Kissinger parmi d'autres<sup>19</sup>.

Dans ce cadre les programmes de production des bombardiers supersoniques B-70 et du missile air-sol « *Skybolt* » ont été annulés. En outre la flotte des avions de bombardement a été réduite et remplacé, au plan stratégique, par des sous-marins et des missiles sol-sol nucléaires.

La crise des missiles de Cuba fut la première crise authentique de l'ère nucléaire. Le président Kennedy a mis en place une commission exécutive du Conseil national de sécurité pour le conseiller sur les décisions à prendre. Les chefs d'état-major ont proposé un débarquement à Cuba, ce qui aurait l'avantage de se débarrasser à la fois des fusées et de Castro ou un bombardement surprise de sites de missiles, mais, finalement c'est la solution du blocus, proposée par McNamara qui fut retenue<sup>20</sup>.

#### 1.22. La Guerre du Vietnam et les désaccords entre les Armées et le Pouvoir.

La guerre du Vietnam, constitua une période de crise dans les relations entre les civils et les militaires. Les divergences furent particulièrement nettes concernant la campagne aérienne contre le Vietnam du Nord.

Les Chefs des armées ont décidé de suggérer en commun l'opération « *Rolling Thunder* » qui prévoyait le bombardement, massif et systématique, du Vietnam du Nord, conformément à la doctrine du bombardement stratégique. L'objectif de l'opération était de détruire la capacité des Vietcong à mener la guerre. Le plan était de mener une campagne aérienne intense et de courte durée, ceci avant que l'ennemi ne puisse disperser ses moyens et organiser une défense antiaérienne efficace.<sup>21</sup>

Cependant le Président Johnson, à l'instigation du Ministre de la Défense McNamara, n'approuva pas un bombardement massif et il opta pour une campagne moins agressive et plus progressive. Le gouvernement envisageait le bombardement comme un message politique et non comme un moyen de mettre un terme à la guerre.

C'est l'Europe qui restait au centre des préoccupations de l'administration civile et, par conséquent les intérêts des Etats-Unis en Indochine restaient limités. Par

---

<sup>19</sup> NOUAILHAT Yves-Henri, *Les EU et le monde au XX siècle*, Paris ; Armand Colin, 1997, pp 203-206.

<sup>20</sup> ALLISON Graham & ZELIKOW Philip, *Essence of Decision : Explaining the Cuban Missile Crisis* (2<sup>ème</sup> Edition), New York ; Longman, 1999, pp 115-120, et NOUAILHAT, *Les EU et le monde au XX siècle*, op.cit., p 227.

conséquent cette guerre devait se poursuivre avec des objectifs limités car l'administration ne voulait donner, en aucun cas, à l'URSS la fausse impression d'un engagement très fort. D'après la pensée dominante au sein du gouvernement, les Etats-Unis pouvaient atteindre leurs objectifs dans cette guerre, par l'usage de la violence à un niveau relativement bas.

Ceci étant, le Président s'occupait personnellement à choisir des cibles chaque mardi, pendant le petit-déjeuner qu'il prenait avec ses collaborateurs, et l'opération était menée petit à petit d'une manière minutieuse.

Bien évidemment tout ceci a suscité des rancœurs parmi les militaires<sup>22</sup> d'autant plus que l'opération n'a pas remporté les résultats attendus.<sup>23</sup> L'exacerbation fut particulièrement forte dans l'Armée de l'Air et la Marine, parce qu'elles ne pouvaient pas y accepter l'échec du bombardement et ses implications sur l'efficacité de la suprématie aérienne. Etant donné que la puissance aérienne constituait l'essentiel de l'Armée de l'Air et une grande partie de la Marine, il était impératif pour elles de prouver son efficacité.

Les chefs des armées continuèrent à plaider pour un bombardement de grande envergure qu'ils obtinrent finalement en avril 1972. A la suite de l'« invasion de Pâques » (*Easter invasion*), qui servit de prétexte, le Président Nixon leva toutes les restrictions et autorisa l'opération « *LINEBAKER* »

Certes, la situation internationale avait beaucoup changé depuis 1965. La rupture entre la URSS et la Chine, le rapprochement avec la Chine et la détente américano-soviétique, donnaient à Nixon un grand espace de manœuvre. Pour le Président, l'opération « *LINEBAKER* » était à la fois un outil de pression sur le plan diplomatique et une opération à finalité militaire.

Lors de la rupture des négociations de paix vers la fin novembre 1972, les Etats-Unis déclenchèrent un bombardement encore plus dur, qui ravagea les régions de « Hanoi » et de « Haiphong ». L'opération « *LINEBAKER II* » a duré onze jours, du 19 au 30 décembre 1972. Le 23 janvier 1973, Kissinger et LeDucTho parvinrent à un accord de cessez-le-feu.

---

<sup>21</sup> Le plan prévoyait la destruction de 94 cibles majeures en 10 jours. D'après le Général LeMay le Vietnam serait retourné à l'Age de pierre à l'issue du bombardement. Cité à JOHNSON, *Wielding the terrible Swift Sward : The American Military Paradigm and Civil-Military Relations*, op.cit., pp. 6-18.

<sup>22</sup> Le Général Curtis E. LeMay qui était le CJCS de 1962 à 1965 a exprimé son amertume en disant : « Nous pouvions terminer la guerre en dix jours.....mais ils (les civils) n'ont jamais accepté nos suggestions ». Ibid.

<sup>23</sup> Le vice-ministre de la défense Paul Warnke a exprimé sa frustration en disant : « Nous croyons que nous avons à faire à des êtres (les Vietnamiens) rationnels ». Ibid.

Pour les partisans de la puissance aérienne, le résultat de l'opération « *LINEBAKER II* », était la preuve de son efficacité. Le *CJCS*, l'Amiral Thomas H Moorer confia : « Je suis convaincu que l'opération *LINEBAKER II* fut le catalyseur des négociations<sup>24</sup> qui ont abouti au cessez-le-feu....Une fois les restrictions levées, en dix jours seulement, nous avons prouvé l'efficacité de la puissance aérienne, après avoir subi dix ans de frustrations. »<sup>25</sup>

Notons, malgré cela que la guerre, et notamment la défaite politique américaine eurent un impact énorme dans tous les domaines de la vie politique et sociale. La guerre trop longue, fut extrêmement impopulaire.

Lorsque le Président Nixon proclama que l'objectif de sa politique était le désengagement, les cas d'indiscipline et de désordre se multiplièrent. La situation était pire dans l'Armée de Terre et chez les Marines, qui étaient davantage exposés et subissaient les plus grandes pertes. A titre d'exemple, au cours de l'année 1970, 1060 incidents de violence raciale se produisirent chez les seuls Marines<sup>26</sup>. D'une manière générale, les dernières années furent marquées par des incidents de violence raciste, de désertions et d'usage de stupéfiants dans les unités. Si bien que dans les casernes, la violence et les crimes atteignirent des limites endémiques et, dans certains cas, les officiers ne sortaient que de jour et par groupes de deux.

Lorsque le cessez-le-feu fut décidé, il donna aux Etats-Unis un délai convenable pour le désengagement de ses troupes. Néanmoins, en avril 1975, le Vietnam du Sud tomba. La guerre était finie, mais ses répercussions sur les relations entre civils et militaires allaient se poursuivre.

---

<sup>24</sup> En réalité les Vietnamiens du Nord étaient prêts pour le cessez-le-feu depuis le 7 Octobre 1972. La rupture des négociations qui a causé l'opération *LINEBAKER II* a été provoqué par le Vietnam du Sud. cf. LANGGUTH A.J., *Our Vietnam, The War 1954-1975*, New York ; Simon&Schuster, 2000.

<sup>25</sup> JOHNSON, *Wielding the terrible Swift Sward : The American Military Paradigm and Civil-Military Relations*, op.cit., p.9

<sup>26</sup> RICKS Thomas E., *On American Soil : The Widening Gap Between the U.S. Military and U.S. Society*, Harvard University, John M. Olin Institute for Strategic Studies, Project on U.S. Post Cold War Civil-Military Relations, 1996, p.5., loc. cit.

## **2.LE CADRE DES RELATIONS ENTRE CIVILS ET MILITAIRES APRES LA GUERRE DU VIETNAM.**

### **2.1. L'HERITAGE DU VIETNAM.**

#### **2.1.1. La Suppression de la Conscription.**

La première conséquence de la guerre du Vietnam fut l'abolition de la conscription en 1973. Les Armées qui étaient, par ailleurs, démoralisées et impopulaires, devaient affronter en outre des problèmes de réorganisation et de recrutement. La réinsertion des militaires dans la société était une tâche immense et le remplacement des appelés par des volontaires a entraîné certains effets secondaires.

D'abord les difficultés rencontrées pour répondre aux critères numériques dans le recrutement facilita l'intégration des noirs et des femmes. A titre d'exemple, la Marine dut abandonner la politique de ségrégation et le nombre des femmes dans les forces armées passa de 48 000 en 1972 à 109 000 en 1976.

De plus l'Armée de Terre a intégré les réservistes dans sa structure. Cette décision, répondait en premier temps à la nécessité d'accroître le nombre des divisions, portées à 16, au lieu des 13 qui préexistaient. Mais derrière cela se cachait une autre logique sous-jacente. L'arrière-pensée du CEMAT Général Abrams était de s'assurer qu'il n'y aurait pas de nouvel engagement militaire sans le soutien de l'opinion publique<sup>27</sup>.

Cette mutation structurelle entraîna des besoins propres aux armées de volontaires notamment sur le plan de l'infrastructure. A la suite de la professionnalisation et de la féminisation, les armées devaient concilier vie professionnelle et vie familiale. Par conséquent, les bases militaires devinrent de petites communautés, avec des logements, des magasins, des supermarchés, des garderies etc. Ceci a conduit à un cloisonnement partiel entre la société militaire et la société civile.

La professionnalisation a aussi contribué à creuser l'écart entre les deux sociétés du fait même de l'évolution de la vocation militaire. Ce choix d'un mode de vie et de valeurs militaires se renforçait au fur et à mesure que les engagés s'intégraient aux armées. Ainsi les militaires développèrent-ils un esprit corporatif et une identité sociale distincte.

Certes, cette dernière caractéristique affectait depuis longtemps les officiers, mais avec la professionnalisation, cette mentalité se répandit à l'ensemble des forces armées. Dans ce cadre, les militaires cultivèrent l'idée qu'ils possédaient une suprématie morale.

Une étude récemment réalisée par le « *Triangle Institute of Security Studies* »<sup>28</sup>, fait apparaître que les militaires expriment un pessimisme profond à l'égard de la santé morale de la société civile américaine qui, selon eux, aurait besoin de certaines vertus militaires.<sup>29</sup>

De plus la suppression de la conscription eut pour corollaire la diminution du taux des vétérans, en d'autres termes de personnes ayant une expérience militaire, dans la société et, notamment, ce qui est d'une importance capitale, au sein même de la classe politique. Selon la même étude, le pourcentage des vétérans au Congrès, jusqu'en 1975, était plus élevé que celui de tout autre groupe comparable de la population. Or, depuis le milieu des années 90, c'est l'inverse qui est vrai. Ainsi, ce n'est pas seulement, le nombre absolu des élites politiques ayant une expérience militaire qui a diminué, mais de surcroît, ce sont les vétérans qui se retrouvent sous représentés dans les institutions politiques<sup>30</sup>. Ce fait est très important compte tenu que, selon l'étude, la présence des vétérans, au sein des élites politiques, a un effet profond sur la propension ou non des Etats-Unis à utiliser des moyens coercitifs. Or plus le taux des vétérans est élevé, moins l'utilisation des forces armées est probable. Autrement dit, la diminution des vétérans au sein de la classe politique, implique une plus grande tendance de la part des Etats-Unis à recourir à l'engagement militaire pour atteindre leurs objectifs de politique étrangère.<sup>31</sup>

Enfin, la diminution des civils pourvus d'une expérience militaire au sein de l'administration pèse en matière de politique de défense, sur les rapports entre civils et militaires. Les cadres civils ont des interlocuteurs militaires qui ne sont pas seulement des experts en matière de défense, mais qui ont pris une dimension politique. Les militaires, après l'expérience du Vietnam et en vue de pouvoir faire

---

<sup>27</sup> KORB Lawrence J., *The Military and Social Change*, Harvard University, John M. Olin Institute for Strategic Studies, Project on U.S. Post Cold War Civil-Military Relations, 1996, p.5-7, loc. cit.

<sup>28</sup> TISS est un consortium universitaire, qui s'intéresse à la sécurité nationale et internationale, qui comprend principalement les Universités de Duke, de Caroline du Nord à Chapel Hill, et celle de l'Etat de la Caroline du Nord, mais il comprend également des membres appartenant au corps enseignant des autres Universités et Collèges du sud-est des Etats-Unis. L'étude est consultable sur l'Internet : <http://www.poli.duke.edu/civmil/index.html>

<sup>29</sup> TISS, *Project on the gap between the Military and Civilian Society, Digest Findings and Studies*, Juin 2000, p.4, loc.cit.

<sup>30</sup> Ibid.

<sup>31</sup> TISS, *Project on the gap between the Military and Civilian Society, Digest Findings and Studies*, Juin 2000, op.cit., p.9, loc.cit.

face à une administration de type McNamara, ont mis l'accent sur les études supérieures et ont réorienté leur formation vers les sciences politiques et sociales. Depuis les années 80, il est devenu impossible pour un militaire d'accéder au sommet de la hiérarchie sans avoir au moins une maîtrise. A ce sujet, le taux des officiers supérieurs qui ont fait des études universitaires est passé de 40% en 1960 à 89% en 1990. A titre d'exemple, le pourcentage des généraux disposants d'un *masters* ou un *P.H.D*, était de 12,5% en 1971, de 73,5% en 1982 et de 88,9% en 1994<sup>32</sup>.

Le déséquilibre en matière d'expérience militaire, entre les dirigeants civils et militaires, était encore plus flagrant pendant les périodes de changement politique au cours desquelles une nouvelle administration, le plus souvent inexpérimenté, s'installait au gouvernement. L'exemple le plus frappant était la première administration Démocrate du président Clinton. Celui-ci a succédé aux Républicains qui étaient au pouvoir pendant 12 ans consécutifs. Par conséquent, la nouvelle administration n'avait aucune expérience en matières de défense contrairement au président du comité des chefs d'état-major le Général Colin Powell, qui était très expérimenté et accoutumé aux manœuvres politiques de Washington.

Ainsi, la somme des conséquences due à la professionnalisation et à la technicisation de l'armée américaine a eu pour résultat la création d'une bureaucratie de spécialistes militaires, conformément à la définition de Max Weber<sup>33</sup>.

### 2.12. Les Leçons Politiques du Vietnam.

Parmi les répercussions politiques de la guerre, les principales furent une nouvelle réflexion stratégique, à tournure anti-interventionniste et les efforts du Congrès en vue de limiter le pouvoir du Président.

Dans un cadre plus général, la société et la scène politique étaient caractérisées par la domination du libéralisme et d'un anti-militarisme sous-jacent. La fin de la guerre de Corée avait amené un changement politique au profit des Républicains. La fin de la guerre du Vietnam et le scandale du *Watergate*, conduisirent à la tendance inverse. Ainsi, la fin des années 70 fut marquée par un environnement politique à la fois pro-démocrate et anti-militariste.

---

<sup>32</sup> GIBSON&SNIDER, *Explaining Post Cold War Civil-Military Relations : A New Institutional Approach*, op cit., p 22.

<sup>33</sup> Max Weber dans son œuvre « Théorie de l'organisation Sociale et Economique » soutenait que les possesseurs d'une connaissance spéciale, pouvaient contrôler la machine bureaucratique parce qu'eux seuls comprenaient sa fonction. WEBER *The Theory of Social and Economic Organisation*, op.cit., pp 337-338.

Au plan législatif, le Congrès, pour rétablir l'équilibre des pouvoirs et éviter la répétition de la guerre du Vietnam, adopta, en 1973 la loi sur les pouvoirs de guerre (*War Powers Act*). Cette loi, toujours en vigueur, exige du Président qu'il consulte le Congrès « dans tous les cas possibles », avant d'engager ses forces dans un conflit armé ou dans une situation imminente de conflit armé<sup>34</sup>. Par ailleurs, ce recul fut marqué également au point de vue budgétaire puisque dans les années 70, le budget de la défense baissa passant de 8,5% du PIB dans les années 60<sup>35</sup>, à 5%.

Au plan stratégique, Nixon énonça, dès 1969, la doctrine qui porte son nom : les Etats-Unis continueront d'offrir leur protection nucléaire, leurs ressources, leur matériel et leurs instructeurs aux pays menacés dans leur indépendance ou leur intégrité. Mais ils n'enverront plus de forces à l'étranger (sauf en Europe). Ils ne seront plus les gendarmes du monde entier<sup>36</sup>. Nixon proclama d'ailleurs que « *la période d'après guerre dans les relations internationales est achevée* ». En fait, la « *doctrine Nixon* », maintenait toujours le *containment*, mais pas à tout prix. Il ne s'agissait pas pour les Etats-Unis d'abandonner leurs engagements, mais d'éviter les interventions.

Ford, qui succéda à Nixon, retint les principes de cette doctrine, il proclama à cet égard : « *on ne peut pas en tout cas, se battre à leur place* »<sup>37</sup>. La situation politique était telle, que durant la présidence de Ford, le Laos, le Cambodge, le Mozambique et l'Angola succombèrent aux insurrections communistes, sans que son administration n'ait rien pu faire. Le Congrès refusait obstinément toute aide.

L'administration Carter débuta dans le même état d'esprit. Jimmy Carter, qui était par ailleurs démocrate, avait proclamé pendant sa campagne électorale en 1976 : « Plus jamais de Vietnam, plus jamais de Chili ». En plus il avait promis de réduire le budget de la Défense et de rapatrier les troupes. Sa politique étrangère mit l'accent sur les « Droits de l'homme » et sa politique de Défense était basé sur la dissuasion et l'OTAN. Au début, cette politique jouissait d'ailleurs, du soutien du Congrès et de l'opinion publique.

Néanmoins, sa politique changea après la révolution islamiste en Iran et l'invasion soviétique en Afghanistan en 1979. Après ces événements, Carter, a

---

<sup>34</sup> Le Président ne peut plus engager les troupes au-delà de soixante jours, exceptionnellement prolongables de trente jours. En effet, tous les Présidents ont su contourner cette loi. cf. LACRONE Denis, « Où est l'intérêt national des Etats-Unis? », *Critique Internationale*, N°8, Juillet 2000, pp 108-109.

<sup>35</sup> NOUAILHAT Yves-Henri, *Les EU et le monde au XX siècle*, op.cit., p 271.

<sup>36</sup> ARTAUD Denise, *La fin de l'innocence : Les EU de Wilson à Reagan*, Paris ; Armand Colin, 1985, p 268

<sup>37</sup> JOHNSON, *Wielding the terrible Swift Sward : The American Military Paradigm and Civil-Military Relations*, op. cit., p. 10

augmenté le budget de la Défense et énonça la doctrine qui porte son nom : Le Golfe persique et la région pétrolifère adjacente seront désormais considérés comme une partie intégrante des intérêts nationaux des Etats-Unis. Le cas échéant, ils seront défendus par la force, c'est-à-dire par l'envoi des troupes américaines<sup>38</sup>.

L'invasion de l'Afghanistan, marqua donc la fin de la doctrine Nixon<sup>39</sup> et la réapparition de l'outil militaire dans la politique étrangère des Etats-Unis. L'instrument militaire de cette doctrine était la nouvelle *Rapid Deployment Joint Task Force (RDJTF)*. Cependant la première et unique tentative d'utilisation des forces armées, l'opération *Desert One* en avril 1980, échoua lamentablement. Cette opération désastreuse marqua le nadir de la puissance militaire des Etats-Unis.

### 2.13 Les Leçons Militaires du Vietnam.

Les retentissements de la guerre sur la pensée militaire furent profonds. Mais ils eurent des répercussions plus sur les relations entre civils et militaires que sur la réflexion stratégique. La grande majorité des militaires partageait la conviction que les restrictions imposées, le *micro management* de la part des politiques et les objectifs politiques nébuleux, avaient interdit aux armées de mener la guerre comme il le fallait. Pour les militaires la « guerre limitée » signifiait un gradualisme qui était synonyme d'échec.

Tous les militaires, dans leurs comptes-rendus, attribuaient l'échec aux dirigeants politiques, aux médias et au « mouvement pacifiste ». Ce qui irritait le plus les militaires, c'était le fait que les cadres politiques qui avaient mis en œuvre cette guerre étaient partis, alors qu'eux continuaient d'en subir toutes les conséquences. Le discours d'un Général, devant la promotion de 1984 de l'Ecole de Guerre, caractérise bien cet état d'âme : « Souvenez-vous d'une leçon du Vietnam : ceux qui ont commandé le repas n'étaient pas là quand l'addition est arrivée »<sup>40</sup>. La plupart des militaires partageaient le sentiment qu'ils avaient été le bouc émissaire dans cette affaire. Leur préoccupation majeure était d'éviter à l'avenir toute mission ambiguë qui pouvait avoir comme corollaire l'érosion du soutien public aux forces armées.

Leur réflexion était orientée vers une définition des critères préalables à un futur engagement militaire. Dès janvier 1981, le Général Edward C. Mayer, Chef d'Etat Major de l'Armée de l'Air, tente d'en donner une première définition : « On doit détenir une capacité militaire suffisante pour l'engagement éventuel. Il faut se

---

<sup>38</sup> . ARTAUD, *La fin de l'innocence : Les EU de Wilson à Reagan*, op.cit, p.332

<sup>39</sup> *ibid.*

forger une idée claire et nette de ce que constitue un intérêt national. Enfin, il faut avoir une volonté forte de sacrifice de la part de la Nation, pour qu'on puisse se battre pour les intérêts considérés comme vitaux. Il faut savoir qu'ils n'existent pas d'options gratuites<sup>41</sup>.

Après la fin de la guerre et à la suite de la doctrine Nixon, les armées furent obligées de réfléchir plus particulièrement pour incorporer les nouvelles données dans leur concept stratégique et opérationnel. Cette réflexion stratégique fut menée selon des modalités différentes au sein de chaque armée, mais le dénominateur commun était une volonté d'ignorer l'expérience du Vietnam, de se focaliser sur la menace soviétique et de mettre l'accent sur un besoin impératif de modernisation.

Pour l'armée de l'Air et la Marine, la seule leçon tirée du Vietnam, était l'efficacité de l'opération *LINEBAKER II*. Ni l'une ni l'autre ne voyaient une quelconque nécessité d'altérer leur doctrine. Le bombardement stratégique pour l'armée de l'Air, et la maîtrise de la Mer pour la Marine demeuraient leurs doctrines respectives et l'URSS leur adversaire. Le moyen nécessaire pour accomplir leur mission était la modernisation de leur flotte et de leur équipement.

Pour les *Marines*, la doctrine Nixon était une doctrine maritime qui impliquait la création d'une force de déploiement rapide la *Fleet Marine Force*. En outre la professionnalisation et les problèmes d'indiscipline leur imposaient la nécessité d'une restructuration. Ils ont alors volontairement réduit leurs effectifs et sont revenus à leur vocation amphibie. L'objectif de cette restructuration était la création d'une force à vocation maritime, très disciplinée, très compétente, traditionnelle et dé-civilianisée : «*Des Spartiates parmi les Babyloniens*<sup>42</sup>».

L'armée de Terre avait la plus grande difficulté à se ressaisir après la guerre du Vietnam. La crise au sein de l'armée était aussi profonde que chez les *Marines* mais plus étendue. De plus l'Armée cherchait à définir son rôle dans le cadre de la doctrine Nixon.

En 1973 le Chef d'Etat Major de l'Armée de Terre Général Abrams désigna un groupe d'évaluation stratégique (Strategic Assessment Group), dirigé par le Colonel Astarita, pour réaliser la mise au point d'une nouvelle stratégie conventionnelle pour l'armée de Terre d'après la nouvelle doctrine. Selon les travaux du groupe, les Etats-Unis avaient besoin d'une capacité conventionnelle pour dissuader ou repousser une

---

<sup>40</sup> PETRAUS David. H, « Lessons of history and lessons of Vietnam », *Parameters*, N°16, Autumn 1986, p 45.

<sup>41</sup> JOHNSON, *Wielding the terrible Swift Sward : The American Military Paradigm and Civil-Military Relations*, op. cit., p.12.

attaque soviétique ou chinoise sans recourir à l'arme nucléaire. Dans ce cadre le rapport préconisait que tout déploiement de l'armée devait être limité à l'Europe et à la Corée.

Ce qui est éloquent, dans le rapport c'est qu'il prescrivait explicitement la nécessité d'éviter le « tiers monde ». Cela révélait la volonté de l'armée à écarter l'expérience du Vietnam. Certes, la doctrine Nixon excluait les interventions, mais la raison sous-jacente était que l'armée ne considérait pas le Vietnam comme une guerre proprement dite, mais comme une « drôle de guerre ».

Le document militaire qui a concrétisé cette appréciation stratégique, est le FM100-5 OPERATIONS rédigé par le Général DePuy commandant de l'organisme de l'entraînement et de la doctrine, *Training and Doctrine Command (TRADOC)*. La doctrine du FM100-5 reposait sur trois postulats :

L'éventualité d'un conflit contre des forces légères et insaisissables est désormais écartée.

La mission principale de l'Armée de Terre est la défense de l'Europe contre les armées du Pacte de Varsovie.

La guerre entre Israël et les Arabes a démontré l'efficacité des armes modernes et la valeur d'une armée moderne.

L'importance du FM100-5, provint du fait que DePuy décréta que tous les principes se rapportant à la tactique devaient émaner de ce document et que tous les manuels de tactique de l'armée de terre devaient s'y conformer. Selon le document, l'objectif de l'armée était de vaincre sur le terrain, de se battre et de l'emporter quel que soit l'adversaire<sup>43</sup>. Néanmoins, nulle part dans le FM100-5 n'est mentionné la dimension politique de la guerre ou même la possibilité de l'emploi de l'armée pour une mission anti-insurrectionnelle. Ainsi, la possibilité d'un engagement dans un conflit du type sub-conventionnel de basse intensité était exclue par la doctrine de l'*US ARMY* malgré le fait qu'elle était beaucoup plus probable qu'une guerre conventionnelle contre l'URSS.

Le but sous-jacent était d'enlever cette option de l'éventail des choix offerts au gouvernement. Le Général Donn A. Starry, qui a succédé à DePuy au poste du

---

<sup>42</sup>JOHNSON, *Wielding the terrible Swift Sward : The American Military Paradigm and Civil-Military Relations*, op. cit., p 14.

<sup>43</sup> U.S. Department of the ARMY, FM100-5, Operations, Washington, 1976.

TRADOC a affirmé que : « *Après le Vietnam, l'armée s'est rendu compte qu'il ne fallait plus jamais s'engager dans une guerre pareille, nulle part dans le monde* »<sup>44</sup>

En somme les forces armées ne tirèrent aucune leçon opérationnelle de cette guerre. En revanche, ils en retinrent des enseignements sur le plan des relations avec le pouvoir civil. Les militaires étaient convaincus que les civils ne savaient pas utiliser la puissance des forces armées.

En conclusion il n'y eut qu'une seule leçon retenue de façon claire et nette par les militaires : **Pas de nouveau Vietnam.**

---

<sup>44</sup> VOUGHT Donald B, « Preparing for the Wrong War ? » ,*Military Review*, N°57, May 1977, p.32. Cité à JOHNSON, *Wielding the terrible Swift Sward : The American Military Paradigm and Civil-Military Relations*, op. cit.,p.17

## 2.2.LA RESURGENCE

### 2.21 La Doctrine Weinberger.

L'élection de Ronald Reagan en 1981 marqua un tournant dans la politique de la Défense et dans les relations entre civils et militaires. Au cours de son premier mandat, le programme de l'administration Reagan pouvait se réduire à : « Moins de gouvernement, moins d'impôts, plus de Défense et d'anticommunisme ardent ». Par conséquent, les programmes de Défense se multiplièrent, et les dépenses en faveur de Défense augmentèrent considérablement (de 7% en moyenne par an<sup>45</sup>). Plus important que cela encore, une nouvelle mentalité, qui à l'inverse de l'esprit antimilitariste des années 70, se fit jour. L'Amérique, cessant de battre sa coulpe, honorait son armée et respectait son drapeau. Dans le domaine des affaires étrangères, une politique d'antagonisme et de confrontation avec l'URSS, a remplacé la politique de détente.

Bien évidemment les militaires perçurent très favorablement cette politique, surtout la nouvelle politique de Défense. On peut dire que les militaires trouvèrent en la personne de Ronald Reagan le premier Président de l'histoire des Etats-Unis qui était « *pro-Défense* » en temps de paix. Cependant, de leur point de vue, la nouvelle politique avait des aspects inquiétants. Le renversement de la politique des années 70 impliquait le retour à l'interventionnisme. Plus précisément, le Secrétaire d'Etat Alexander Haig Jr envisageait une intervention militaire en Amérique Centrale, notamment au Nicaragua et même à Cuba.<sup>46</sup>

Pourtant, à l'inverse de l'époque de McNamara, les militaires s'entendaient bien avec le Secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, qui se défiait des interventions de ce type. Ce n'était pas que Weinberger était un pantin aux mains des militaires, mais, la réalité était bien différente. Il imposa sa politique, par exemple au sujet des négociations sur les forces nucléaires intermédiaires (*INF*), et ceci malgré les objections du Pentagone et du Général Rogers qui était le *SACEUR*<sup>47</sup>. Mais concernant les engagements militaires sans objectifs politiques clairs, il partageait les réticences des militaires.

---

<sup>45</sup> ARTAUD, *La fin de l'innocence : Les EU de Wilson à Reagan*, op.cit., p 339.

<sup>46</sup> WEINBERGER, évoque dans ses mémoires : « Selon Al c'était évident qu'il fallait envahir Cuba et que de toute façon il fallait mettre fin au régime de Castro. », WEINBERGER Caspar W., *Fighting for Peace : Five Critical Years in the Pentagon*, New York ; Warner, 1991, p 31. Cité à, JOHNSON, *Wielding the terrible Swift Sword : The American Military Paradigm and Civil-Military Relations*, op.cit, p 19.

<sup>47</sup> GIBSON & SNIDER, *Explaining Post Cold War Civil-Military Relations : A New Institutional Approach*, op.cit., p 9.

Toutefois les tensions existantes ne s'exerçaient pas sur les relations entre civils et militaires, mais elles avaient plutôt une tournure intergouvernementale. Il était clair qu'ils existaient des divergences au sein de l'administration à propos des critères qui régissaient l'engagement des forces armées. George P. Shultz, qui remplaça Haig au poste du Secrétaire d'Etat déclara : « *L'utilisation de la force ainsi que la menace de l'usage de la force, sont des instruments légitimes dans la politique étrangère de l'Etat* », et le Conseiller du Président pour la Sécurité Nationale, Robert McFarlane, soutenait ce point de vue.

Les tensions entre le Secrétaire d'Etat et le Secrétaire à la Défense s'exacerbèrent sur le cas du Liban. En définitive Shultz et McFarlane l'emportèrent sur Weinberger et sur le Comité des chefs d'Etats-Majors et, en Août 1982, les Etats-Unis envoyèrent les *Marines* au Liban avec une mission de maintien de paix. Le 23 Octobre 1983 à la suite d'un attentat terroriste visant leur Etat Major, 241 Marines furent tués. Ce fait amena le gouvernement Reagan à retirer précipitamment ses troupes. Pour les adversaires de cet engagement, ce repli humiliant fut analysé comme un échec imputable à l'absence d'objectifs politiques clairs.

Le lendemain de l'attentat du Liban, les Etats-Unis envahirent la Grenade. Pendant cette opération nommée *URGENT FURY*, les forces armées jouirent d'une large autonomie, à l'instar de la 2<sup>ème</sup> G.M. Malgré l'absence de coordination entre les Armées<sup>48</sup>, cette opération fut perçue comme un succès, une fois les objectifs furent atteints. C'était le premier succès militaire des Etats-Unis depuis la guerre de Corée.

La conjonction des ces deux opérations renforça les convictions des militaires dans leur propre point de vue. Au sein du Pentagone, la conclusion, érigée en axiome, était que les meilleures guerres étaient celles qu'il était impossible de perdre. En conséquence, Weinberger énonça la doctrine qui porte son nom et qui définit les six critères préalables à tout engagement militaire. Il définit ainsi les critères qu'il avançait : ne s'engager que si des intérêts vitaux-les nôtres ou ceux de nos alliés-sont en jeu ; une fois l'engagement décidé, que toutes les ressources nécessaires pour vaincre soient mises en œuvre ; et que tous les objectifs militaires ou politiques soient clairement définis ; être prêt à changer d'avis si les objectifs changent, car il est rare que les guerres n'évoluent pas ; ne s'engager que sur des questions qui

---

<sup>48</sup> HAAS Richard N, *Intervention : The Use Of American Military Force in the Post Cold War World* Washington D.C ; The Brookings Institution Press, 1999, p.25.

peuvent bénéficier d'un soutien substantiel du peuple américain ; n'engager les forces américaines qu'en dernier ressort<sup>49</sup>.

Selon Colin Powell, son adjoint militaire à l'époque, cette doctrine possédait une logique sans faille : l'intérêt national est-il ou non en jeu ? Si la réponse est oui, allez-y et pour vaincre. Si la réponse est non, restez en dehors<sup>50</sup>. Pendant la guerre du Golfe, quelques années plus tard, Colin Powell, qui était entre-temps devenu Chef d'Etat Major interarmées compléta cette doctrine avec la doctrine de déploiement d'une force écrasante.

Avec mise en application de la doctrine Powell donc, lorsque l'armée des Etats-Unis était engagée, la victoire était assurée. Mais on se pose deux questions : Qui est responsable de la définition de l'intérêt national(et sur quels critères) ? Qu'advient-il si un jour l'intérêt national des ETATS-UNIS exigeait un engagement militaire dans une situation qui ne correspond plus aux critères préalablement définis ?

## 2.22 Goldwater-Nichols.

La loi sur la réorganisation de la Défense, alias *Goldwater-Nichols Act*, constitua le dernier avatar d'une série de lois dont la première remonte à 1947 et qui visaient à promouvoir l'efficacité des armées par le biais de l'unification du commandement (*jointness*). Cette loi, qui donna au Président du Comité des chefs d'Etats-Majors une place prépondérante dans les processus décisionnels en matières de Défense, est le produit final des compromis entre les différents acteurs qui régissent le système politique des Etats-Unis.

Paradoxalement, cette loi, qui donna aux militaires un levier inouï pour influencer les décisions politiques, rencontra l'opposition des armées et du Secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger<sup>51</sup>. Les armées ne voulaient pas perdre leurs prérogatives et Weinberger perçut cette loi comme un effort de la part du Congrès pour dénigrer son action au département de la Défense.

En effet, les causes qui rendirent nécessaire cette loi étaient réelles et indépendantes du jeu de pouvoir à Washington. Pourtant, les modalités du *Goldwater-Nichols Act* relevaient du système politique.

---

<sup>49</sup> POWELL Colin, *Un Enfant du Bronx* Paris ; Odile Jacob, 1995, p 254. Selon la vaste majorité des analystes, POWELL était l'auteur physique de la doctrine WEINBERGER.

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> WEINER Sharon K, *The Changing of the Guard : The Role of Congress in Defense Organisation and Reorganisation in the Cold War*, Harvard University, John M. Olin Institute for Strategic Studies, Project on U.S. Post Cold War Civil-Military Relations, pp13-16, loc.cit.

En ce qui concerne les causes, la nécessité d'une meilleure coopération entre les armées a été démontrée depuis l'opération *Desert One* en Iran en 1979. Confronté à cet échec, le Général David Jones qui était le *CJCS* de l'époque, proclama qu'il aurait pu éviter le désastre, s'il avait été autorisé à utiliser des pilotes spécialisés de l'armée de l'Air sur le porte avion<sup>52</sup>. De plus, l'échec de l'opération au Liban et la conduite pour le moins désordonnée de l'opération à la Grenade la même année, suscitèrent un débat, aussi bien parmi les militaires qu'au sein du Congrès, sur la nécessité d'une réforme majeure<sup>53</sup>.

Le *Goldwater Nichols DoD reorganization Act*, qui renforçait le pouvoir du Chef d'Etat-major interarmes (*CJCS*) et des Commandants en chef du commandement unifié (*CINCs*) aptes à rétablir l'équilibre entre la modernisation et la capacité d'une intervention immédiate et à améliorer l'efficacité opérationnelle, était une réponse aux lacunes de la fonction d'intégration du Pentagone.

Par ailleurs, les modalités du processus de promulgation de la loi relevaient de l'émiettement d'un système politique complexe. Jusque là, toutes les lois visaient à renforcer le rôle du Secrétaire à la Défense et les initiatives venaient du Président. Mais cette fois ci, ce furent les deux comités du Congrès (*HASC* et *SASC*) qui prirent l'initiative. Le Congrès n'avait aucune intention de renforcer Weinberger, avec lequel il était aux prises<sup>54</sup>.

La loi de 1986 mettait en place une nouvelle chaîne de commandement, du Président au Secrétaire à la Défense puis aux Commandants en chef du commandement unifié, avec le *CJCS* comme lien de communication entre le Secrétaire et les *CINCs*. Le *CJCS* se voit attribuer le rôle de conseiller du Président pour la préparation et la conduite de la guerre et dans la définition d'une doctrine interarmées.

En plus de son rôle de conseiller principal du Président, le *CJCS* devint membre à part entière du Conseil national de sécurité. Ainsi, le Congrès valida indirectement la conviction des militaires selon laquelle les décisions prises par les civils concernant les questions relatifs à la Défense sont souvent erronées. D'ores et déjà, le *CJCS* avait le droit de donner son avis sans avoir besoin d'être sollicité. La

---

<sup>52</sup> PRIEST Dana, « Four-Star Foreign policy : U.S. Military's New Role », *International Herald Tribune* , 29/9/2000.

<sup>53</sup> BEDAR Saida, « L'Administration Clinton et l'évolution stratégique des EU », *Cahier D'études Stratégiques*, n°18 , Paris, 1995, pp108-109.

<sup>54</sup> WEINER, *The Changing of the Guard : The Role of Congress in Defense Organisation and Reorganisation in the Cold War*, op.cit., p 23

hiérarchie militaire cessait d'être exclue des débats sur la politique étrangère du seul fait qu'elle portait l'uniforme<sup>55</sup>.

En ce qui concerne les *CINCS*, d'après la loi, ils avaient une position égale aux Chefs des Armées. Dans la chaîne de commandement, ils étaient placés directement après le Secrétaire à la défense. Ils étaient désormais indépendants de leur armées et ils disposaient de leur propre budget. Quant à leur relation avec le *CJCS*, ce dernier était censé être le lien entre les *CINCS* et le Secrétaire, sans appartenir formellement à la chaîne de commandement<sup>56</sup>.

---

<sup>55</sup> JOHNSON Douglas and METZ Steven, « Civil-Military Relations in the United States : The State of the Debate », *The Washington Quarterly*, 18 :1, Winter 1995, p202.

<sup>56</sup>WEINER, *The Changing of the Guard : The Role of Congress in Defense Organisation and Reorganisation in the Cold War*, op.cit., p 21.

## 2.3 LES CONSEQUENCES DE LA LOI « GOLDWATER-NICHOLS » AUX PROCESSUS DECISIONNELS

### 2.31. Le Rôle Du CJCS Sur La Politique De La Défense.

Les conséquences de la loi Goldwater-Nichols sont apparues dans leur totalité après la fin de la guerre froide. La disparition de la menace soviétique, le nouvel environnement international et l'application de la nouvelle technologie impliquaient une réforme stratégique fondamentale. Grâce aux prérogatives de la loi en question les militaires se sont trouvés dans une position privilégiée pour manipuler cette réforme.

En plaçant le *CJCS* dans une position d'interlocuteur privilégié, concernant le domaine de la défense, la loi prive les civils de jouer sur les éventuelles rivalités au sein des armées. Si la loi a des avantages incontestables au niveau opérationnel, elle favorise une connivence entre les armées, au niveau de la politique de Défense. Pour les civils il devient désormais très difficile de vérifier si une recommandation faite par le *CJCS* correspond vraiment aux besoins et aux priorités des armées ou si elle est le produit d'un compromis corporatif.

Dans l'esprit de la loi, le Secrétaire à la Défense est censé contrôler le Chef d'Etat-major des Armées, examiner minutieusement ses propositions et de surveiller ses actions. Le *CJCS* n'est après tout qu'un conseiller. Pourtant le système politique est tel que le Secrétaire à la Défense a tendance à se rallier à lui plutôt que de s'opposer. En effet si une divergence apparaissait entre le Secrétaire et le *CJCS*, ce dernier peut solliciter le Congrès qui est toujours prêt à contester le pouvoir exécutif. C'est notamment le cas lorsque le Congrès est dominé par l'opposition. En revanche, l'accord des armées, est d'un grand poids politique et peut renforcer l'Administration.

Les réformes des années 90 représentent un exemple caractéristique de cette situation. L'Administration Bush, avec la « *Base Force* », ainsi que l'Administration Clinton avec le « *Bottom Up Review (BUR)* », ont entrepris la tâche de diminuer les effectifs et de réduire le budget de la Défense, pour tenter une réforme des armées. Dans les deux cas, les civils ont fixé un plafond budgétaire, mais la répartition du budget et la gestion de la réforme ont été menées exclusivement par les militaires<sup>57</sup>. Par conséquent, dans aucun des deux cas, l'objectif d'une réforme profonde, la célèbre révolution des affaires militaires, n'a été atteint, faute de pression politique.

---

<sup>57</sup>WEINER, *The Changing of the Guard : The Role of Congress in Defense Organisation and Reorganisation in the Cold War*, op.cit, p 26.

Notons que pour toutes les grandes corporations, il leur est difficile de faire des changements internes pénibles et l'institution militaire ne fait pas l'exception. Ainsi, le dispositif militaire américain, certes plus réduit, reste essentiellement le même que dix ans auparavant<sup>58</sup>.

En bref, la montée en puissance de la *jointness*, qui constitue l'aboutissement du *Goldwater-Nichols Act*, visant à accroître l'autorité du *CJCS* dans les décisions opérationnelles et budgétaires, s'accélère en cette période de restrictions budgétaires impliquant la restructuration et la rationalisation des forces armées. Or, elle apparaît dans la presse comme une situation « *anormale* », apparentée à une prise de pouvoir des militaires sur les civils du Pentagone<sup>59</sup>.

Dans un livre qui est apparue en 1988<sup>60</sup> l'auteur affirmait que la loi était « *la plus importante de ces quarante dernières années et la plus dangereuse* » et le célèbre Edward Luttwak a prononcé dans un article que « *l'effondrement du contrôle civil sur la politique de Défense et sur la stratégie militaire constitue, de loin, le plus grand scandale de Washington*<sup>61</sup> ». Dans un autre article l'auteur décrivait la situation : « *Les civils font semblant de contrôler les militaires, tandis que les militaires font semblant d'être contrôlés par les civils*<sup>62</sup> ».

En fait, « *la prise de pouvoir par les militaires* », est un effet de sens qui masque une réalité plus complexe : La situation des militaires après la loi Goldwater-Nichols ressemble à celle des « *spécialistes techniques* » dans une large administration, comme la décrivait Max Weber<sup>63</sup>. L'institution militaire n'outrepasse pas ses prérogatives, mais elle a une position privilégiée par rapport aux acteurs politiques dans la mesure où, son mode de gestion des affaires de la Défense, lui permet d'apporter des solutions techniques qui peuvent influencer, parfois de façon déterminante, les choix stratégiques de l'Etat.

### 2.32. Le Rôle des *CINCS* sur la Politique Etrangère.

A la cérémonie de remise des diplômes de l'académie militaire des Etats-Unis, en juin 1996, le Secrétaire à la Défense William J. Perry dans son discours aux

---

<sup>58</sup> COHEN Eliot A. « Defending America in the Twenty-first Century », *Foreign Affairs*, November/December 2000, pp 40-56.

<sup>59</sup> Cf., KOHN Richard H., « Out of Control : The Crisis in Civil-Military Relations », *The National Interest* n°35, SPRING 1994, pp.3-17. Et DUNLAP Charles J.Jr., « The Origins of the American Military Coup of 2012 », *Parameters*, Vol. 22, n°4, Winter 1992-93, pp.2-20.

<sup>60</sup> PREVIDI Robert, *Civilian Control versus Military Rule*, New York ; Hippocrene, 1988.

<sup>61</sup> LUTTWAK Edward, « Washington's Biggest Scandal », *Commentary*, May 1994, pp 9-10.

<sup>62</sup> FOSTER, Gregory D. « Combating the Crisis in Civil-Military Relations », *Humanist* vol.58, Jan/Feb 1998, p 9.

<sup>63</sup> C.f., note 31.

jeunes officiers, a évoqué les officiers supérieurs issues du *West Point* qui avaient accédés au plus haut niveau de l'hierarchie. Parmi eux se trouvaient les Généraux Wes Clark, Barry McCaffy, et George Joulwan qui servaient à l'époque comme Commandants en chef du commandement unifié (*CINCs*).

Les officiers ci-dessus ont été caractérisés comme « Guerriers-Hommes d'Etat » (*Warriors-Statesmen*)<sup>64</sup>. Cette caractérisation est justifiée par le rôle politico-militaire apparenté au poste du *CINC*. Les quatre *CINCs* jouent un rôle politique majeur. Après la fin de guerre froide ils sont devenus l'équivalent moderne du Proconsul romain<sup>65</sup> et leur poste a évolué vers la constitution d'un pilier quasi-autonome et non conventionnel de la politique étrangère des Etats-Unis. Ils disposent d'un large budget, d'un large état-major, d'un énorme centre de renseignement et d'un avion personnel pour leurs déplacements. Ils voyagent avec un entourage peut atteindre le nombre de 35 personnes et ils s'entretiennent aussi bien avec de Chefs militaires que Chefs d'Etat<sup>66</sup>.

Les *CINCs* dépensent le somme de 40 millions de dollars pour des institutions qui font des études sur les affaires étrangères, et le somme de 20 millions de dollars pour des conférences, qui traitent souvent de sujets non militaires, comme la piraterie, le trafic des drogues, l'environnement, l'assistance médicale et le déblaiement des mines au tiers Monde<sup>67</sup>.

Leurs actions et leurs déclarations ont des répercussions sur la politique étrangère des Etats-Unis. Les exemples en la matière sont nombreux : Quand Le Général Musharaf a fomenté le coup d'Etat au Pakistan c'était le Général Zinni qui avait appelé pour lui expliqué....Quand les Etats-Unis ont imposé des sanctions à l'Indonésie c'était l'Amiral Blair qui avait insisté pour maintenir les contacts et c'était lui d'ailleurs, le premier haut fonctionnaire qui a visité ce pays malgré l'opposition de l'ambassadeur des Etats-Unis<sup>68</sup>. Le Général Clark a joué un rôle important dans l'élaboration de la politique balkanique des Etats-Unis, notamment au Kosovo et le Général Zinni a influencé la politique des Etats-Unis à l'égard des pays de l'Asie Centrale<sup>69</sup>.

---

<sup>64</sup> HAHN II, Robert F., *Politics for Warriors :The Political Education of Professional Military Officers*, Harvard University, John M. Olin Institute for Strategic Studies, Project on U.S. Post Cold War Civil-Military Relations, p 2, loc.cit.

<sup>65</sup> PRIEST, « Four-Star Foreign policy : U.S. Military's New Role ».op.cit.

<sup>66</sup> *ibid.*

<sup>67</sup> *ibid.*

<sup>68</sup> PRIEST Dana, « A Persistent Admiral Helped Set America's Course on Indonesia », *International Herald Tribune* ,2/10/2000.

<sup>69</sup> PRIEST Dana, « A Marine's Tough Mission : Pursuing Quiet Diplomacy in 10 time Zones », *International Herald Tribune* , 30/9-1/10 2000.

Outre la loi Goldwater-Nichols, il y a plusieurs raisons qui expliquent cette importance grandissante du rôle des *CINCS*. D'abord le nouvel environnement stratégique, qui a entraîné une multiplication des conflits régionaux, et l'effondrement de l'URSS qui a entraîné une prolifération des états, notamment en Asie Centrale. Ni les institutions existantes, ni le Département d'Etat avaient la capacité de gérer la nouvelle situation. En second lieu c'est la notion de l'intérêt national qui reste vague et floue. Dans le système politique des Etats-Unis, chaque acteur a sa propre conception de ce qui constitue <sup>70</sup>l'intérêt national et des modalités d'action qu'il faut entreprendre pour l'atteindre. Enfin le rôle diplomatique des *CINCS* offre à l'administration la capacité à la fois de contourner l'opposition du Congrès tout en entretenant des relations avec des régimes autoritaires avec lesquelles les relations sont officiellement figées.

---

<sup>70</sup> Cf VAISSE Justine, « Qui Gouverne à Washington ? », *Politique Internationale* No 86, 2000, pp 307-327.

## 2.4. LES IMPLICATIONS DE LA LOI « GOLDWATER-NICHOLS » ET DE LA DOCTRINE « POWELL » AUX OPERATIONS MILITAIRES.

### 2.41. Le Général Colin Powell.

L'application de la loi « Goldwater-Nichols », a coïncidé avec l'ascension au poste du *CJCS* d'une nouvelle génération d'officiers. Comme cela fut décrit précédemment les officiers, après l'expérience du Vietnam, ont mis l'accent sur l'enseignement des sciences politiques. Selon l'Amiral Crowe qui possédait un *P.H.D* de l'Université de Princeton et qui était le *CJCS* de 1985 à 1989 : « Aujourd'hui, très peu d'officiers peuvent accéder au sommet de la hiérarchie sans une connaissance profonde de relations internationales, des affaires publiques et du système politique. Le modèle d'officier d'autrefois est définitivement passé »<sup>71</sup>. L'Amiral Crow était le premier *CJCS* qui a bénéficié des prérogatives de la loi « Goldwater-Nichols », mais ses démarches politiques demeuraient plutôt modestes et indirectes<sup>72</sup>. Celui qui fut le mieux placé pour utiliser le système et pour influencer les décisions politiques en général, c'était son successeur au poste du *CJCS* : le Général Colin Powell.

Colin Powell a été le premier *CJCS* de couleur de l'histoire des Etats-Unis. Il est devenu le leader militaire le plus populaire depuis Eisenhower et le plus puissant depuis Marshall<sup>73</sup>. Au cours de sa carrière il a été affecté pendant plusieurs années à Washington D.C. et maîtrisait les manœuvres politiques.

Le journaliste Bob Woodward, a écrit dans son livre « *The Commanders* », que le Général Powell se prenait pour : « l'officier qui connecte les forces armées au système politique et le système politique aux forces armées »<sup>74</sup>. Son C.V. professionnel comprenait : Deux affectations au Vietnam, (une expérience qui l'a beaucoup marqué). Un séjour d'un an à la Maison Blanche (*White House Fellowship*). Un an comme adjoint militaire du vice-ministre à la Défense. Un an comme adjoint militaire du ministre de l'Energie. Trois ans comme le supérieur adjoint militaire du Secrétaire à la Défense (c'était à l'époque où Wienberger a

---

<sup>71</sup> CROWE William J.Jr., *The Line of Fire : From Washington to the Golf, the Politics and Battles of the New Military*, New York, Simon&shuster, 1993 p 23. Cité à. KOHN Richard H., « Out of Control : The Crisis in Civil-Military Relations », op.cit. p 12

<sup>72</sup>Ibid.

<sup>73</sup>Ibid.

<sup>74</sup> WOODWARD Bob, *The Commanders*, New York ; Simon & Shuster, 1991, p 154.

élaboré la doctrine qui porte son nom). Trois ans comme Conseiller du Président pour la Sécurité Nationale. Il occupa de 1989 à 1993 le poste du CJCS<sup>75</sup>.

Le Général Colin Powell avait des convictions très fortes au sujet de la place qui devait revenir aux militaires dans les processus décisionnels. Ses convictions étaient marquées par la guerre du Vietnam. Il avait également une vocation politique façonné par ses expériences à Washington D.C.. Souvent accusé d'être un Général politique, il a répondu: « *Il n'existe pas à Washington un Général qui n'est pas politique. Sinon il ne réussirait pas, parce que telle est la nature du système* »<sup>76</sup> Dans ses Mémoires, il a écrit que : *La plupart des gens de ma génération, les capitaines, les majors et les lieutenants-colonels, qui ont fait leurs armes au Vietnam, se sont jurés que lorsque viendrait leur tour de prendre des décisions, il ne serait pas question de s'engager dans un conflit sans y croire, pour des raisons bancales que le peuple américain ne pourrait ni comprendre ni accepter*<sup>77</sup>.

Toutefois, c'est sous l'égide de Colin Powell que les forces armées américaines ont mené les premières opérations depuis la promulgation de la loi « Goldwater-Nichols ».

#### 2.42 Le Triomphe du concept interarmées : L'Invasion de Panama et la Guerre du Golfe.

La première épreuve opérationnelle pour les armées des Etats-Unis, après la réorganisation de la Défense, fut l'invasion du Panama. Pendant cette opération, qui a été nommé pour des raisons médiatiques<sup>78</sup> *JUST CAUSE* (Une juste cause), les forces armées jouirent de la même autonomie opérationnelle que pendant l'opération *URGENT FURY*. Dans ce cas, le Président Bush a pris la décision de l'invasion et il a laissé aux militaires le soin de mener l'opération à leur gré. Cela a été conforme à la mentalité du CJCS, Général Colin Powell, selon lequel : « *Les dirigeants politiques doivent fixer les objectifs de la guerre, pendant que les armées se chargent de les réaliser* »<sup>79</sup>.

Cette opération a été un vrai succès, et par conséquent, elle a renforcé les convictions du Colin Powell selon lesquelles : « *il faut avoir un objectif politique clair et s'y tenir* », et que : « *une force décisive met rapidement fin aux guerres et sauve des vies* ». Comme il a écrit plus tard dans ses Mémoires : « *Quelles que soient*

---

<sup>75</sup> GIBSON&SNIDER, *Explaining Post Cold War Civil-Military Relations : A New Institutional Approach*, op.cit. p 17, loc.cit.

<sup>76</sup> WOODWARD, *The Commanders*, op.cit., p 155.

<sup>77</sup> POWELL, *Un Enfant du Bronx*, op cit, pp 144 - 145

<sup>78</sup> POWELL, *Un Enfant du Bronx*, op cit., p 354.

*les menaces auxquelles nous serions confrontés à l'avenir, j'avais l'intention de faire de ces règles les principes de mon travail de conseiller militaire*<sup>80</sup> ».

L'invasion du Koweït par l'armée irakienne pendant l'été de 1990 constituait le plus grand défi pour les armées américaines. Dans ce cas, dès que le Président Bush prit la décision d'engager les forces armées, l'engagement suivit la doctrine Powell. Une force écrasante de 550.000 hommes (et femmes) a été employée et disposait, en plus, d'une supériorité aérienne et technique absolue. Après une campagne aérienne qui a duré environ six semaines et un combat au sol qui a duré seulement 100 heures, les armées des Etats-Unis et de leurs alliés ont littéralement écrasé l'armée Irakienne et ont libéré le Koweït<sup>81</sup>.

Cette victoire, qui a été obtenue avec seulement 146 morts dans les rangs des Etats-Unis, a été perçue de la part de l'opinion publique comme un triomphe des forces armées américaines. La guerre du Golfe a érigé la popularité des forces armées en tant qu'institution aux Etats-Unis, et plus particulièrement celle du Général Colin Powell. Pour les militaires cette victoire a effacé les mémoires du Vietnam et a renforcé leurs convictions en matière d'emploi des forces et des relations entre civils et militaires.

Comme c'est très souvent le cas, la perception compte plus que la réalité. L'invasion du Panama et la guerre du Golfe d'une part, la guerre du Vietnam de l'autre, ont été perçus comme deux pôles différents. Dans les deux premiers cas les objectifs étaient clairs, et les militaires, disposant d'une force écrasante, jouissaient d'une large autonomie opérationnelle ce qui les a amenés au triomphe. En revanche les objectifs nébuleux, la guerre limitée et l'immixtion des politiques pendant la guerre du Vietnam ont conduit à l'échec. Néanmoins, cette lecture ne tient pas compte des réalités géopolitiques. La liberté d'action militaire pendant la guerre du Golfe émanait de la liberté d'action politique que les Etats-Unis disposaient à l'époque. La moribonde URSS ne présentait aucune menace et avait même consenti à cette guerre, ce qui n'a pas été le cas pendant la guerre du Vietnam. Notons que le Secrétaire à la Défense, Dick Cheney, a exercé un contrôle étroit sur les opérations pendant le déroulement de la guerre du Golfe<sup>82</sup>. Il a même imposé au Général

---

<sup>79</sup> POWELL, *Un Enfant du Bronx*, op cit., p 188.

<sup>80</sup> POWELL, *Un Enfant du Bronx*, op cit., pp 361-362

<sup>81</sup> HAAS, *Intervention : The Use Of American Military Force in the Post Cold War World* op.cit., pp 32-35.

<sup>82</sup> POWELL *Un Enfant du Bronx*, op cit., pp 382-469.

Schwarzkopf de modifier la campagne aérienne et de mettre l'accent sur les lanceurs des missiles SKUD, en vue de prévenir Israël d'entrer en guerre<sup>83</sup>.

De plus, en ce qui concerne la guerre du Golfe, les événements qui ne sont pas déroulés sont aussi importants que ceux vécus sur le terrain. Les forces alliées ont libéré le Koweït mais elles s'abstinent de marcher sur Bagdad et de renverser Saddam Hussein. Par conséquent, l'Irak représente toujours un danger potentiel pour ses voisins, et des forces américaines et britanniques sont toujours engagées dans la région sans apporter une quelconque solution politique à l'horizon. D'autant plus qu'un des objectifs militaires était l'anéantissement des unités de la garde républicaine<sup>84</sup>, pourtant en raison du cessez le feu précoce, un grand nombre de chars et d'unités de la garde républicaine sont parvenues à s'enfuir du Koweït. L'évaluation faite par C.I.A après la fin de la guerre (*After Action Evaluation*) démontre que la moitié d'unités de la garde républicaine, y compris la division « *Hammourabi* », se sont enfuis, alors que se sont eux qui avaient menacé le Koweït en 1994<sup>85</sup>. Même Powell l'a admis dans son livre: « *Nous aurions certes pu consacrer un ou deux jours supplémentaires à bloquer cette issue de secours*<sup>86</sup>. »

Certes, les considérations politiques, et surtout la volonté des états limitrophes de préserver l'intégrité de l'Irak ont pesé sur la décision d'une suspension des hostilités, mais au même titre, la décision fut précoce à cause de la préoccupation des dirigeants politiques et militaires aux Etats-Unis d'éviter d'éventuelles pertes supplémentaires au sein de leurs propres troupes. Colin Powell a écrit dans son livre qu'il était soulagé de ne pas avoir à dire à d'autres parents : « *Je suis désolé que votre fils ait péri pendant la siège de Bagdad*<sup>87</sup>. »

En ce qui concerne les objectifs politiques la situation n'est pas aussi claire qu'elle ne paraît. Le Président Bush a proclamé dans un discours: « *Le Koweït fut libéré, l'armée d'Irak fut vaincue. L'objectif militaire fut atteint.*<sup>88</sup> » Certes l'objectif militaire fut atteint mais quel était l'objectif politique ? Car, du fait que la mise en œuvre de la doctrine Powell rend la victoire militaire assurée, ce qui compte davantage est l'état final recherché politique et, comme le dit le conseiller en

---

<sup>83</sup> ALLISON & ZELIKOW, *Essence of Decision : Explaining the Cuban Missile Crisis*(2<sup>ème</sup> Edition), op.cit., p 165.

<sup>84</sup> Cité par GORDON Michael, à DESCH Michael & WEINER Sharon (dir.), A Panel Discussion on American Civil-Military Relations : Colin Powell as JCS Chairman, Harvard University, John M. Olin Institute for Security Studies, Washington DC, October 23, 1995, pp13-14, loc.cit.

<sup>85</sup> Ibid.

<sup>86</sup> POWELL, *Un Enfant du Bronx*, op cit, p 451.

<sup>87</sup> POWELL, *Un Enfant du Bronx*, op cit, p 453.

<sup>88</sup> JOHNSON, *Wielding the terrible Swift Sward : The American Military Paradigm and Civil-Military Relations*, op. cit., pp. 22-23.

matières de la politique étrangère du Général Schwarzkopf, Gordon Brown : « *Nous n'avons jamais eu de plans sur la conclusion de la guerre* »<sup>89</sup>.

Si l'objectif politique était la libération du Koweït, pourquoi alors le Président Bush était opposé à l'initiative de paix de Gorbatchev<sup>90</sup> ? Si l'objectif était la destruction de la garde républicaine, pourquoi se sont-ils arrêtés avant de les détruire complètement ? Si l'état final recherché était la situation actuelle, alors le moindre qu'on puisse dire, c'est qu'il s'agit d'un objectif aussi nébuleux que celui du Vietnam.

Malgré tout, la guerre du Golfe ainsi que l'invasion du Panama ont consacré la doctrine Wienberger/ Powell et la loi Goldwater-Nichols. La pertinence du concept interarmées était incontestable et les principes sur lesquels reposait la doctrine Powell ont été consacrés par la victoire. Ces principes furent même formalisés dans le manuel « *Joint Pub.1 : Joint Warfare of the US Armed Forces* ». Selon le manuel la raison d'être des armées est la Défense de la Nation et de ses intérêts, et que cette Défense repose principalement sur la dissuasion. Néanmoins « *Si la dissuasion échoue, notre seul objectif alors est de vaincre....**Quand on se bat, on se bat pour vaincre*** »<sup>91</sup>.

---

<sup>89</sup> Ibid.

<sup>90</sup> POWELL, *Un Enfant du Bronx*, op cit, p 453

<sup>91</sup> JOHNSON, *Wielding the terrible Swift Sward : The American Military Paradigm and Civil-Military Relations*, op. cit., p 24

### **3.LES RELATIONS ENTRE CIVILS ET MILITAIRES** **APRES LA GUERRE FROIDE.**

#### **3.1. LES OPERATIONS MILITAIRES AUTRES QUE LA GUERRE.**

A propos de la guerre du Golfe, le Président Bush proclamait, dans un discours de septembre 1990, un Nouvel Ordre Mondial dans lequel les principes du droit international seraient mis en œuvre par une communauté internationale appuyée sur des coalitions d'Etats soucieux de l'application de ces principes et capables de les faire respecter<sup>92</sup>.

L'effondrement de l'URSS a entraîné une mutation du système international. L'hégémonie incontestable des Etats-Unis s'est substituée au système bipolaire qui existait. Pour les Etats-Unis, la caractéristique primordiale du nouveau système est la disparition de toute menace directe. Son corollaire est que la notion même de la Défense est devenue difficile à définir et par conséquent, la notion de l'intérêt national, déjà assez floue, s'est estompée davantage.

Pourtant, la période qui suit l'effondrement de l'URSS se caractérise par l'émergence de crises et d'animosités qui étaient latentes pendant la guerre froide, autant que par l'apparition de nouvelles menaces. Aux multiplications des crises et des conflits en Europe de l'Est, en Asie centrale et en Afrique, s'ajoutent les risques accrus de la prolifération des armes de destruction massive et l'ampleur des phénomènes maffieux transnationalisés<sup>93</sup>.

Cette amplification des crises, et surtout celle des formes conflictuelles de type délinquantes, place les Etats-Unis dans une position délicate pour ne pas dire impossible. D'une part, comme puissance hégémonique, ils ont tout intérêt à veiller sur la stabilité d'un système qui demeure encore à un niveau de gestation, d'autre part, cette évolution les pousse à devenir le « Gendarme du Monde » alors que l'Amérique ne peut et ne veut pas le devenir. Car, au même titre que l'engagement des Etats-Unis est indispensable à la résolution des conflits dû à l'absence de l'antagonisme avec l'URSS, ils n'ont plus vraiment intérêt à s'engager dans les lointains conflits du tiers monde.

Ainsi les Etats-Unis se sont trouvés dans une situation paradoxale dans laquelle, d'un côté il leur était plus facile d'intervenir d'un point de vue géopolitique, en raison de la disparition de l'URSS, et de l'autre, l'intervention devenait plus

---

<sup>92</sup> PARMENTIER Guillaume, *Le Retour de l'Histoire*, Bruxelles ; Complexe, 1993, p 261

<sup>93</sup> BEDAR, « L'Administration Clinton et l'évolution stratégique des EU », op.cit., pp 103-104.

difficile sur plan de la politique intérieure, du fait que l'intérêt national n'était plus évident.

De plus les opérations militaires autres que la guerre posaient des nouveaux problèmes. Traditionnellement les opérations militaires se justifiaient et s'articulaient autour de la notion d'intérêt national. Or, dans la plupart des interventions récentes, cette logique d'intérêts cède largement la place à une logique de valeurs.<sup>94</sup> Dans ces interventions, le but n'est pas de vaincre un ennemi, ni de remporter une victoire, mais de promouvoir un processus de paix ou d'imposer un modèle politique à des populations, qui souvent d'ailleurs, ne le désirent guère.<sup>95</sup> Selon le manuel *FM 100-20 du Training and Doctrine Command (TRADOC)*, concernant les opérations militaires de basse intensité : « Le but des opérations de paix n'est pas la victoire militaire. L'ennemi c'est le conflit ».<sup>96</sup> Cependant, comme Janowitz l'a constaté les missions de « gendarmerie » (*constabulary missions*) sont susceptibles de frustrer les militaires.<sup>97</sup> En fait, c'est l'impossibilité de concrétiser une victoire militaire traditionnelle qui rend ces opérations si impopulaires parmi les militaires.<sup>98</sup>

---

<sup>94</sup> De SAINT GERMAIN Paul-Ivan, « Prévenir, Imposer, Reconstruire », Paris, *Les Cahiers De Mars*, N° 166, 3<sup>e</sup> trimestre 2000, pp 61-62.

<sup>95</sup> Ibid.

<sup>96</sup> Military Operations in Low Intensity Conflict, Field Manual FM 100-20, cité à BEDAR, « L'Administration Clinton et l'évolution stratégique des EU », op.cit., p 104.

<sup>97</sup> JANOWITZ, *The Professional Soldier : A Social and Political Portrait*, op.cit., p 435.

<sup>98</sup> C.f DUNLAP, « The Origins of the American Military Coup of 2012 », op.cit., pp 2-20.

## 3.2 LES RELATIONS ENTRE CIVILS ET MILITAIRES PENDANT L'ADMINISTRATION CLINTON.

### 3.21 L'influence du Pentagone sur la politique étrangère.

L'administration Clinton, qui succéda aux Républicains qui restèrent au pouvoir pendant 12 ans consécutifs, se trouvait à l'opposé des administrations Républicaines à plusieurs titres. Plus particulièrement, il s'agissait d'un gouvernement qui était à la fois inexpérimenté et à vocation interventionniste de type « wilsonien ».<sup>99</sup>

Les relations entre l'administration Clinton et le Pentagone furent d'emblée problématiques. Tout d'abord l'administration Clinton, dès son investiture, eut à gérer le problème de la Somalie.

Pendant l'administration précédente du Président Bush, en août 1992, les Etats-Unis s'étaient engagés en Somalie, dans une mission humanitaire sous mandat de l'ONU. Pourtant la situation sécuritaire s'était rapidement détériorée. Au fur et à mesure que la situation se dégradait, l'ONU donnait de nouveaux mandats qui entraînaient de nouvelles missions. Entre-temps une nouvelle administration s'était mise en place.

Enfin, le 3 octobre 1993, les troupes d'élite américaines qui pourchassaient Mohammed Aidid,<sup>100</sup> se sont engagés dans un affrontement contre les milices de ce dernier. Au cours de cet affrontement, 18 soldats américains ont été tués et 84 blessés. Bien que les Somalis aient subi des pertes bien plus importantes que les Américains (312 morts et 814 blessés), cet événement a provoqué un imbroglio pour l'administration et une onde de choc dans l'opinion publique.<sup>101</sup> Le corollaire de ces événements fut que les Américains ont rapatrié leurs boys en mars 1994. L'expérience de la Somalie eu de très importantes répercussions pour les militaires américains et il a mis le point final au concept de « zéro mort ».

Aux événements en Somalie, s'ajoutait le fait que le Président Clinton avait sciemment évité de faire son service militaire pendant la période de la guerre du Vietnam, un incident malheureux entre une personne qui appartenait au milieu de la

---

<sup>99</sup> c.f VAISSE Justin « Les Etats-Unis sans Wilson : L'internationalisme américain après la guerre froide », CRITIQUE INTERNATIONALE, Printemps 1999, pp 99-120.

<sup>100</sup> Aidid était un chef de Clan, responsable de la mort de 24 soldats pakistanais appartenant aux forces de l'ONU. Après cet événement l'ONU a mandaté son arrest.

<sup>101</sup> BARRY John et THOMAS Evan, « Colin Powell : Behind the Myth », NEWSWEEK, 5 mars 2001, pp 16-17.

Maison Blanche et l'adjoint de Powell, le Général McCaffrey,<sup>102</sup> et la tentative avortée du Président Clinton de promulguer une loi qui aurait permis l'entrée dans l'armée des homosexuels, dans les premiers 48 heures après son entrée en fonction. Le Général Colin Powell, pour sa part, avait abusé de sa position institutionnelle pour rédiger un éditorial en pleine campagne électorale<sup>103</sup> dans le « *New York Times* » plaidant contre l'engagement militaire en Bosnie.

Ainsi les relations entre les militaires et l'administration Clinton étaient, d'emblée, tendues et problématiques. Néanmoins, les deux mandats présidentiels de Clinton constituent paradoxalement, la période où les militaires ont exercé la plus grande influence dans la politique étrangère des Etats-Unis. En fait, ce fut le mécontentement que les militaires éprouvaient envers les opérations de maintien de paix, autant que l'influence de Powell sur le Président Clinton, qui ont marqué les premières années de son administration.

Powell a résisté avec succès à l'acceptation des homosexuels au sein des armées et à l'intervention militaire des Etats-Unis en Bosnie, à Haïti et au Rwanda. En ce qui concerne la Bosnie, il a systématiquement dissuadé le gouvernement d'intervenir. Selon ses estimations, même une force de 250000 hommes n'était pas suffisante pour imposer la paix. Ainsi, l'application de sa doctrine d'une force écrasante mettait les dirigeants politiques dans une situation où ils avaient à choisir entre une politiquement difficile sinon impossible, intervention militaire de grande envergure, où la non intervention. Il s'agissait du « tout où rien ».<sup>104</sup> « Tant que Powell y restait opposé », rapporte un ancien officiel de la Maison-Blanche, « il était clair qu'il n'y aurait pas de bombardements ».<sup>105</sup> Son opposition à toute intervention était si ferme que Madeleine Albright, exacerbée par ses réticences lui a dit furieuse : « A quoi bon disposer de ce superbe dispositif militaire dont vous parlez toujours, si nous ne pouvons en faire usage ? ».<sup>106</sup>

Le contraste entre le *CJCS* réfractaire à toute intervention et l'administration interventionniste était tel que l'éminent stratéguiste Edward Luttwak a décrit la situation comme suit : « Au lieu d'avoir un équilibre créatif entre des diplomates qui

---

<sup>102</sup> Le Général McCaffrey se rendit à la Maison-Blanche pour une réunion. Passant à la hauteur d'une femme membre de l'équipe présidentielle, il lui dit bonjour et s'entendit répondre : « Ici, on n'adresse pas la parole aux soldats. » Le commentaire de la jeune femme, dès qu'il fut connu au Pentagone, y provoqua une véritable émeute. POWELL, *Un Enfant du Bronx*, op cit, p 507.

<sup>103</sup> POWELL Colin L., « Why Generals Get Nervous », *New York Times*, 8 octobre 1992, p A-35.

<sup>104</sup> COHEN Eliot, « Playing Powell Politics : The General's Zest for Power » *Foreign Affairs* 74, November / December 1995, p 108.

<sup>105</sup> Cité à KAPLAN Lawrence F., « La nouvelle Hégémonie Américaine », *Courrier International* N°540, du 8 au 14 mars 2001, p 36.

<sup>106</sup> POWELL, *Un Enfant du Bronx*, op cit, p 502. Madeleine Albright était à l'époque l'ambassadrice des EU à l'ONU.

favorisent des solutions diplomatiques et des militaires qui fournissent des options militaires, nous subissons un renversement des rôles qui paralyse nos actions »<sup>107</sup>

En fait l'équilibre a été rétabli quand le Général John Shalikashvili a pris la place de Colin Powell comme Président du comité des chefs d'Etats-Majors (CJCS).<sup>108</sup> Le Général Shalikashvili a mis en cause la politique de son prédécesseur en disant : « Quelques-uns, au moins dans notre profession auraient voulu mettre un signe à la porte du Pentagone indiquant qu'on faisait uniquement les grandes choses ». <sup>109</sup> Avec la coopération de Shalikashvili, l'administration Clinton a pu intervenir en 1995 avec succès à Haïti et en Bosnie. Enfin le Général Hugh H. Shelton, qui a succédé à Shalikashvili, a poursuivi la même politique que ce dernier<sup>110</sup> et, en 1999, les Etats-Unis sont intervenus au Kosovo dans le cadre de l'OTAN.

Pourtant l'influence du « Pentagone » est restée prépondérante pendant toute cette période. D'abord sur les modalités des interventions, c'est à dire sur le fait que les interventions en Bosnie et au Kosovo se sont bornées à une campagne aérienne. Surtout, dans le cas du Kosovo, le « Pentagone » a tiré les ficelles derrière les coulisses avec pugnacité pour que l'utilisation des forces terrestres soit exclue, au point que les officiers du Pentagone ont sciemment saboté le déploiement des hélicoptères « Apache » en Albanie pendant la campagne aérienne.<sup>111</sup>

Dans le même ordre, les militaires ont influencé les modalités des accords qui ont suivi les campagnes aériennes, en Bosnie et au Kosovo notamment en ce qui concerne les tâches et les règles d'engagement des forces terrestres (SFOR et KFOR) qui ont été déployées sur le terrain suite à cette première phase. Le rôle du Général Shalikashvili en Bosnie a été publiquement reconnu par le Secrétaire à la Défense William Perry qui a avoué que « ses recommandations ont profondément influencé notre politique en Bosnie ». <sup>112</sup> De même, selon Shalikashvili, l'accord de Dayton reflète la coopération étroite entre civils et militaires dans les processus décisionnelles. Comme il l'a évoqué dans un discours au Conseil des Relations

---

<sup>107</sup> Cité à : GOLDSTEIN Lyle J., « General John Shalikashvili and the Civil-Military Relations of Peacekeeping », *Armed Forces & Society*, Spring 2000, p 391.

<sup>108</sup> GOLDSTEIN, « General John Shalikashvili and the Civil-Military Relations of Peacekeeping », *op.cit.*, pp. 387-411.

<sup>109</sup> *Ibid.*

<sup>110</sup> *ibid.*

<sup>111</sup> LANE Charls, « Green Line », *The New Republic*, 15 novembre 1999, p 8.

<sup>112</sup> GOLDSTEIN, « General John Shalikashvili and the Civil-Military Relations of Peacekeeping », *op.cit.*, p 402.

Internationales : « La coordination étroite entre le **diplomate** et le **soldat**, a atteint un niveau inattendu pendant les négociations qui ont abouti à l'accord de Dayton ». <sup>113</sup>

De plus, le rôle des militaires, pendant l'ère Clinton, s'est étendu bien au-delà de la sphère traditionnelle des opérations militaires. Les domaines traditionnellement réservés aux civils comme la lutte contre la drogue, <sup>114</sup> le contrôle de l'immigration clandestine et le terrorisme <sup>115</sup> ont été investis partiellement ou totalement par les militaires. <sup>116</sup> En matière de politique étrangère, les *CINCS* jouent un rôle de plus en plus important et ce n'est pas par hasard si Clinton a choisi un ancien commandant de la flotte du Pacifique, l'Amiral Joseph Prueher, comme Ambassadeur en Chine.

Enfin, lors des débats sur l'interdiction des mines antipersonnel, puis sur la création d'une cour pénale internationale, les vues du Pentagone (inquiet pour ses champs de mines en Corée et pour ses interventions multiples de par le monde) ont prévalu, en dépit des inclinations de Bill Clinton. <sup>117</sup> Et les exemples du même type abondent sur le plan diplomatique. <sup>118</sup>

Cependant le principe du contrôle civil n'est pas remis en cause. La primauté des civils reste profondément ancrée dans la mentalité des militaires et, à ce titre la manière brutale avec laquelle Holbrooke a imposé au Pentagone l'élargissement de l'OTAN est caractéristique. <sup>119</sup> Mais force est de constater l'influence croissante de l'armée dans le champ politique. Selon une enquête menée par l'universitaire Ole R. Holsti : l'analyse des soixante quinze désaccords politiques entre les autorités civiles et militaires, durant une période de plus de soixante années montre qu'avant la fin de la guerre froide les préférences des civils ont prévalu à plus de 90% (59 fois sur 63) alors qu'après la fin de la guerre ce taux chuta à moins de 50% (5 fois sur 12). <sup>120</sup>

---

<sup>113</sup> Ibid.

<sup>114</sup> BACEVICH A.J. « Tradition Abandoned : Americas' Military in a New Era », *The National Interest*, Summer 1997, p 17.

<sup>115</sup> BROAD William J. et MILLER Judith, « Pentagon Seeks Command for Emergencies in the U.S. », *The New York Times*, 28 janvier 1999, p A-21.

<sup>116</sup> HOLSTI Ole R., « A Widening Gap between the U.S. Military and Civilian Society ? Some Evidence, 1976-96. », *International Security* 23 :3, Winter 1998/99, p 7.

<sup>117</sup> VAISSE Justine, « Qui gouverne à Washington ? », *Politique Internationale* No 86, 2000, p 319.

<sup>118</sup> Notons qu'il ne s'agit pas d'un simple débat entre le Pentagone et le Gouvernement. La réalité est plus compliquée. En fait dans la plupart des cas le Pentagone jouissait du soutien du Congrès.

<sup>119</sup> Quand le Général Wesley Clarc a osé dire qu'il n'existait pas de décision formelle pour l'expansion Holbrooke lui a rétorqué que son comportement lui semblait de l'insubordination ! cf :GOLDGEIER James M. « NATO Expansion : The anatomy of a Decision », *The Washington Quarterly*, Winter 1998, p 98.

<sup>120</sup> HOLSTI, « A Widening Gap between the U.S. Military and Civilian Society ? Some Evidence, 1976-96. », op.cit., p 7.

### 3.22 L'influence de l'armée sur le concept « zéro mort ».

Pour comprendre l'influence de l'armée dans le champ politique, il faut également tenir compte des facteurs extérieurs à l'armée. Les conjonctures durant lesquelles le pouvoir civil est particulièrement dépendant des autorités militaires et une résurgence de popularité de l'armée au moment où les autorités civiles connaissent une crise sont d'importants facteurs qui facilitent une intervention des militaires dans la vie publique.<sup>121</sup>

Les facteurs qui ont contribué à l'accession du Général Powell à une place prépondérante dans les processus décisionnels étaient son statut personnel, la popularité de l'armée après la guerre du Golfe,<sup>122</sup> et les prérogatives de la loi « Goldwater-Nichols ». Mais c'est aussi le fait que l'administration civile de type interventionniste, manquait d'expérience et de cohérence dans le choix de ses buts en politique étrangère et, surtout, qu'elle manquait de rigueur et de discipline dans ses processus décisionnels.<sup>123</sup> Un des participants au Comité des principaux décideurs ( *Principals Committee* ) affirma que les séances de travail du comité s'apparentaient plus « à de thérapie de groupe qu'à des réunions de prise de décision ». <sup>124</sup> Powell était encore plus critique. Il décrit dans ses mémoires le désordre qui régnait pendant les réunions du Conseil National de Sécurité. Ces réunions lui rappelaient ces « discussions passionnées de thésards ou encore ces séminaires de *think-tank* ». <sup>125</sup>

Mais il existait surtout un autre facteur majeur. C'était la militarisation de la pensée au sein du gouvernement américain. Les analystes ont constaté un recours constant à des solutions militaires non seulement lors des crises internationales, mais aussi pour des questions civiles internes comme le terrorisme et le trafic de drogue.<sup>126</sup> Au cours des deux administrations du Président Clinton, les relations internationales américaines tendaient à être définies en termes de menace et de violence plutôt qu'en termes de rivalité politique et de concurrence. L'usage de la

---

<sup>121</sup> CAPLOW & VENNESSON, *Sociologie Militaire*, op.cit., p 57.

<sup>122</sup> Une étude faite en commun par le Kaiser Foundation, la journal Washington Post, et l'Université de Harvard, montre que les Forces Armées sont l'institution la plus populaire des Etats-Unis disposant d'une cote d'approbation de 70%. A titre d'exemple, la cote d'approbation du Congrès est de 20%. *Kaiser Foundation Report* N° 110, January 1996. Cité à GIBSON&SNIDER, *Explaining Post Cold War Civil-Military Relations : A New Institutionalist Approach*, op cit., p 32.

<sup>123</sup> Concernant la manière avec laquelle les décisions importantes en matière de politique étrangère étaient prises par l'administration Clinton cf :GOLDGEIER, « NATO Expansion : The anatomy of a Decision », op.cit., pp 85-102.

<sup>124</sup> Cité dans LACRONE Denis, « Où est l'intérêt national des Etats-Unis? », op.cit. p. 105.

<sup>125</sup> POWELL, *Un Enfant du Bronx*, op cit, pp 497-506.

<sup>126</sup> PFAFF William, « Le retour inquiétant du lobby militaire », *Courrier International* No 515, Du 14 au 20 septembre 2000, p 27.

force était devenue la première option plutôt que le dernier recours quand il s'agissait de définir une politique.<sup>127</sup>

Enfin les élites civiles éprouvaient une mauvaise conscience, envers les militaires, à cause du fait qu'ils ont sciemment évité le service militaire pendant la guerre du Vietnam.<sup>128</sup> Quand le Secrétaire d'Etat adjoint, Strobe Talbot, a dit, lors d'une réunion, que c'était immoral de laisser Haïti dans son malheur, le Secrétaire à la Défense, Perry, lui a répondu que ce qui était immoral c'était de risquer les vies des soldats américains.<sup>129</sup>

Le compromis de cette dialectique était l'usage de la force de manière à réduire au maximum le risque des pertes en vie humaine. Cette mentalité qui a été appelé concept « zéro mort », a façonné autant la stratégie des Etats-Unis, que la stratégie de ses adversaires.<sup>130</sup> L'exemple le plus caractéristique est la guerre du Kosovo où les Etats-Unis ont pris la décision de faire exclusivement une campagne aérienne. Dans ce cadre le Pentagone s'est opposé à toute tentative de la part des pays alliés de préparer un plan d'urgence pour une éventuelle campagne terrestre.<sup>131</sup> De plus, pour réduire encore plus le risque, les Etats-Unis ont imposé aux aéronefs de l'OTAN de voler à une altitude de plus de 15000 pieds en accroissant ainsi considérablement le risque des pertes collatérales.<sup>132</sup> Evidemment le concept « zéro mort » a réduit l'importance du rôle de l'armée de terre. La nouvelle conseillère de la Sécurité Nationale, Condoleezza Rice, s'indignait dans un article pour les tâches humanitaires assumées par les soldats américains, en Bosnie et ailleurs, et arguait du fait que ce n'étaient pas de tâches dignes des soldats des Etats-Unis.<sup>133</sup> Mais force est de constater que si une quelconque force suivait scrupuleusement le concept « zéro mort », il ne lui resterait pas autre chose à faire.

L'idée établie selon laquelle le concept « zéro mort » fut imposé par la population américaine qui éprouve une aversion accrue pour les pertes est erronée.

---

<sup>127</sup> Ibid.

<sup>128</sup> A titre d'exemple, pendant la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale, 691 diplômés de Harvard ont été tués en service. Parmi les 12.595, qui ont fini leurs études à l'université de Harvard entre les années 1962-1972, seulement 12 ont été tués au Vietnam. WEBB James, « The War on the Military Culture », *The Weekly Standard*, 20 Janvier 1997, p 29.

<sup>129</sup> GOLDSTEIN, « General John Shalikashvili and the Civil-Military Relations of Peacekeeping », op.cit., p 396.

<sup>130</sup> BACEVICH, « Tradition Abandoned : Americas' Military in a New Era », op.cit., p 21.

<sup>131</sup> DAADLER Ivo H. & O'HANLON Michael E. « The United States in the Balkans : There to Stay », *The Washington Quarterly*, 23 : 4, Autumn 2000, pp 160-161.

<sup>132</sup> ISNARD Jacques « L'uranium appauvri, un sibistitut à l'offensive terrestre » *Le Monde*, 29 Janvier 2001.

<sup>133</sup> RICE Condoleezza, « Promoting the National Interest », *Foreign Affairs*, 79 : 1, JANUARY/FEBRUARY 2000, pp 53-54.

Selon l'étude réalisée par le « *Triangle Institut of Security Studies* », <sup>134</sup> il apparaît que les militaires sont deux à quatre fois plus réfractaires aux pertes humaines en cours d'opération que les civils. Au cours d'un sondage d'opinion sur le taux de pertes acceptables, en réponse d'hypothétiques questions concernant par exemple une intervention militaire visant à restaurer la démocratie au Congo ou une guerre ayant pour but d'empêcher l'Iraq d'obtenir des armes de destruction massive, l'échantillon représentant la population civile a donné des chiffres considérablement plus élevés que l'échantillon militaire <sup>135</sup>. Notons qu'il ne s'agit pas d'une expression d'auto conservation <sup>136</sup> mais plutôt d'une manifestation de méfiance envers les dirigeants politiques. Les officiers craignent qu'en cas de pertes importantes survenues au cours d'une opération, les politiques cèdent à la tentation d'abandonner l'opération et de blâmer les militaires pour cet échec <sup>137</sup>.

### 3.3. LA SPÉCIFICITÉ MILITAIRE

#### 3.31 L'état d'âme des militaires.

Apparemment les militaires sont toujours hantés par la guerre du Vietnam. Le Vietnam, explique le stratège Eliot Cohen, « est devenu la contre morale de référence au sein de l'establishment de la défense, un récit édifiant où les interventions intempestives des civils et le caractère timoré des initiatives militaires débouchent fatalement et inutilement sur un désastre ». <sup>138</sup>Le traumatisme infligé par cette guerre marque leur état d'âme et leurs relations vis à vis du pouvoir politique. Dans l'étude réalisée par le « *Triangle Institute of Security Studies* », la grande majorité des militaires, soit 66%, pensent que les hommes politiques sont totalement ignorants ou presque en matière de Défense <sup>139</sup>. D'autre part un taux considérable de militaires, soit 35% pense que les politiques ne partagent pas les mêmes valeurs que celles de la nation <sup>140</sup>.

Cet état d'âme renforce l'esprit corporatif des officiers qui remettent en cause l'autorité traditionnelle du pouvoir civil. Selon l'étude, les officiers américains

---

<sup>134</sup> Voir note 28.

<sup>135</sup> TISS, *Project on the gap between the Military and Civilian Society, Digest Findings and Studies*, op.cit., p.10, loc.cit..

<sup>136</sup> Par exemple les jeunes officiers, qui courent le plus de risques dans une guerre, sont prêts à accepter des pertes beaucoup plus importantes que les officiers du grade de Général.

<sup>137</sup> FEAVER Peter D. et KOHN Richard H. « The Gap : Soldiers, Civilians and their Mutual Misunderstanding. », *The National Interest*, Fall 2000, p 35.

<sup>138</sup> Cité à KAPLAN « La nouvelle Hégémonie Américaine », op.cit, p 34.

<sup>139</sup> TISS, *Project on the gap between the Military and Civilian Society, Digest Findings and Studies*, op.cit., pp 3-11, loc.cit.

<sup>140</sup> Ibid

pensent que leur rôle est « d'insister et plaider plutôt que de simplement donner leur avis sur les éléments importants des décisions impliquant l'usage de la force »<sup>141</sup>. Ainsi les militaires contestent l'axiome basique selon lequel le pouvoir civil a **le droit d'avoir tort**.

### 3.32. La politisation des Armées.

La capacité des militaires à influencer les décisions politiques qui les concernent, est renforcée du fait que le pouvoir politique se partage entre le Président et le Congrès. La Constitution instaure, certes, un pouvoir présidentiel mais ce pouvoir est relativement faible parce qu'il est d'emblée partagé avec le Congrès. Le Président est le commandant en chef des Armées,<sup>142</sup> tandis que le Congrès seul dispose du droit de déclarer la guerre et de voter le budget des Armées.<sup>143</sup> Cette séparation des pouvoirs donne au Pentagone une marge de manœuvre qui est encore plus grande lorsque le Congrès est dominé par l'opposition.

Dans ce cadre les militaires jouent le jeu et ont constitué leur propre *lobby* nommé « Coalition militaire » (*Military Coalition*) qui vise à promouvoir leur cause. La Coalition militaire est un groupe qui comprend 24 associations représentant « cinq millions de militaires actifs, réservistes et vétérans ainsi que les membres de la milice de volontaires, tout comme leurs familles ».<sup>144</sup>

Rappelons que le Pentagone dépense plus de 10 millions de dollars par an au titre du *lobbying*.<sup>145</sup> A ce titre les quatre Armées (*Army, Navy, Air Force, Marines*) sont en concurrence permanente pour l'accès à des postes, à des responsabilités et à des crédits. Bien que le Président ait l'initiative des lois budgétaires, le jeu se déploie surtout au Congrès. C'est là que prend corps le « lobby militaro-industriel ». La connivence entre les grandes sociétés d'armement qui ont besoin de contrats, les membres du Congrès qui ont besoin de faire affluer les deniers publics vers leur circonscription et de chaque armée qui souhaite accroître ses ressources, explique le fait que les dépenses de Défense soient à la hausse alors qu'aucune menace directe ne pesait sur les intérêts des Etats-Unis. Sur ce dossier, une fois de plus, le Président Clinton s'est emparé d'un thème républicain populaire en proposant, de lui-même, au

---

<sup>141</sup> Ibid.

<sup>142</sup> La constitution des Etats-Unis : Article II, Section 2.

<sup>143</sup> La constitution des Etats-Unis : Article I, Section 8.

<sup>144</sup> SARCESIAN Sam C., « The U.S. Military Must Find Its Voice. » *Orbis*, Summer 1998, p 427.

<sup>145</sup> VAISSE, « Qui gouverne à Washington ? », op.cit., pp 318-319.

cours de l'hiver 1998-1999, d'augmenter le budget de la Défense de quelque 106 milliards de dollars sur six ans. Ce qui n'était assurément pas sa priorité.<sup>146</sup>

Toutefois, c'est le Parti républicain qui, lors de la Convention de 1996 à San Diego, s'est manifestée comme le parti pro-militaire<sup>147</sup> transgressant ainsi le limes qui séparent la sphère politique de la sphère militaire. Le parti républicain a embrassé toutes les causes corporatives des militaires, que ce soit sur les thèmes de politique intérieure comme les salaires, les soins médicaux et le logement, que ce soit sur les thèmes de politique étrangère comme le retrait des troupes américaines qui se trouvent dans les Balkans.<sup>148</sup> Le Pentagone pour sa part, selon le journaliste William Pfaff de l'*International Herald Tribune*, a orchestré un *show* militaire lors de la dernière Convention du Parti républicain à Philadelphie.<sup>149</sup>

La conjoncture lors de l'administration Carter qui méprisait les militaires, la résurgence des militaires au cours des administrations Reagan et Bush, et la politique affichée du Parti républicain ont fait que les militaires se sont rapproché du Parti républicain. L'étude faite par l'universitaire Ole R. Holsti fait apparaître cette évolution partisane. En effet, en 1976, 33% des militaires se sont identifiés comme républicains alors que 46% se reconnaissaient comme indépendants et 12% comme démocrates. En 1988, les taux respectifs étaient de 59% en faveur des républicains, 27% indépendants et 9% pour les démocrates.<sup>150</sup> Cette tendance c'est poursuivi comme la très récente étude réalisée par le « *Triangle Institut of Security Studies* » le démontre. 64% des militaires s'identifient comme républicains, 28% comme indépendants et seulement 8% comme démocrates.<sup>151</sup> Avec un rapport d'un démocrate pour huit républicains, force est de constater que les militaires sont devenus un groupe d'intérêt solidement lié au Parti républicain.

---

<sup>146</sup> VAISSE, « Qui gouverne à Washington ? », op.cit., pp 318-319, et PFAFF, « Le retour inquiétant du lobby militaire », op.cit., p 27.

<sup>147</sup> BACEVICH, « Tradition Abandoned : Americas' Military in a New Era », op.cit., pp 17-18.

<sup>148</sup> LANE, « Green Line », op.cit., p 8.

<sup>149</sup> PFAFF, « Le retour inquiétant du lobby militaire », op.cit., p 27.

<sup>150</sup> HOLSTI, « A Widening Gap between the U.S. Military and Civilian Society ? Some Evidence, 1976-96. », op.cit., p 11. Pour l'échantillon des civils les chiffres correspondants étaient : En 1976/1988 républicains 25%/29%, indépendants 31%/27% et démocrates 42%/41%. On peut constater que les taux des civils ont restés relativement stables tandis que celles des militaires ont évolué en faveur du Parti républicain.

<sup>151</sup> TISS, *Project on the gap between the Military and Civilian Society, Digest Findings and Studies*, op.cit., p.3. Pour l'échantillon des civils les chiffres correspondants étaient : 31% républicains, 36% indépendants et 33% démocrates. Néanmoins, si on prend en compte d'autres facteurs, les résultats ne sont pas si graves qu'ils apparaissent. Selon l'étude du TISS (TISS, Juin 2000, p 7), le taux des militaires qui sont blancs et hommes est disproportionné par rapport à l'échantillon des civils. De plus, la majorité des bases militaires sont situées au Sud et à l'Ouest. (JANOWITZ, 1975, p 176.). Aux élections présidentielles récentes, le taux des ceux qui ont voté pour Bush était : pour les hommes 53%, pour les blancs 55%, (« And still no winner », *The Economist*, November 11-17, 2000, pp 69-71). Selon les régions les mêmes taux étaient : pour l'Ouest 52%, et pour le Sud 66%. (« One nation, fairly divisible, under God », *The Economist*, January 20-26, 2001, pp 19-22)

Cette politisation qui vient à l'encontre de la tradition militaire aux Etats-Unis<sup>152</sup>, est une manifestation éloquent de la remise en cause de la spécificité militaire

### 3.33. La remise en cause de la spécificité militaire.

Les changements de l'environnement stratégique autant que les changements sociaux et technologiques se heurtent à la spécificité militaire. Cette spécificité qui a caractérisé la profession militaire pendant des siècles, est, depuis la fin de la guerre froide, contestée aussi bien par le haut que par le bas.

Tout d'abord, suite aux évolutions technologiques et économiques, l'élément militaire a perdu son importance relative, comparativement à l'élément économique dans la définition de la puissance. En fait dans le nouveau système international, qui se caractérise par l'absence de toute menace directe pour les Etats-Unis, les antagonismes s'exercent bien en termes économiques plutôt que militaires.

Les nouveaux conflits infra-étatiques d'ailleurs, impliquent une intégration civilo-militaire accrue. Dans les opérations militaires autres que la guerre, les militaires doivent coopérer étroitement avec d'autres agences gouvernementales, des ONG, des acteurs économiques et les médias, notamment en les utilisant à des fins de *psy-op* ou de renseignement.

On constate donc deux tendances contradictoires. D'un côté, l'écart se creuse entre les élites civiles et militaires à cause de la suppression de la conscription et de la diminution des vétérans au sein des élites politiques et, de l'autre côté, il y a une intégration civilo-militaire en fonction de ses nouvelles missions.<sup>153</sup>

D'autre part, le militaire n'est plus le moteur de la domination technique, il a perdu son rôle entraînant sur les applications civiles dans les nouveaux pôles de développement industriel issus de l'informatique et des télécommunications,<sup>154</sup> au moment où la puissance militaire, proprement dite, se définit largement par l'application de la nouvelle technologie et la maîtrise de l'information.

---

<sup>152</sup> Pendant la Guerre Civile, par exemple le taux des officiers qui n'avaient jamais voté était moins d'un sur 500. HUNTINGTON, 1957, p 258. Cette mentalité apparaît dans les romans militaires. Dans le roman de James Webb, *A country Such as This*, (Bantam, 1985), le héros dit : « Je ne suis pas un républicain, et pas un démocrate non plus. Je suis un *Navy man*, et c'est tout. ». Citons un autre exemple dans le roman d'Anton Mayer, *Once an Eagle*, (Dell, 1970), le héros dit : « Quand je sers mon pays, je ne sers pas comme un démocrate, ni comme un républicain mais comme un soldat. ». Les deux exemples sont cités par RICKS, 1996, op.cit., p 9.

<sup>153</sup> C.f DUNLAP, « The Origins of the American Military Coup of 2012 » op.cit., pp 2-20.

<sup>154</sup> BEDAR Saida, « La réforme stratégique américaine : vers une Révolution militaire ? », *Cahiers D'études Stratégiques* N° 25, 1999, p 11.

C'est dans ce cadre que les Forces armées des Etats-Unis mènent la course de la technicisation et poursuivent le développement du « système des systèmes » le *C4ISR*<sup>155</sup> comme vecteur du temps réel et de l'intégration du *continuum* stratégique. C'est, d'ailleurs à partir de ce système, que les Américains vont articuler la révolution des affaires militaires (*RMA*). Ainsi l'organisation des Forces armées, dans leur totalité, ressemble de plus en plus à celle de l'Armée de l'Air où un petit nombre d'officiers pilote des avions très sophistiqués et affronte l'ennemi tandis que la grande majorité des effectifs reste en arrière. C'est aussi le cas des unités appartenant aux forces spéciales dans lesquelles la distinction entre officiers, sous-officiers et soldats est estompée par les exigences physiques et techniques de leur mission<sup>156</sup>. L'Armée de Terre dans son projet *Force XXI*, a formulé les grandes lignes de sa réorientation vers des forces réduites, des hiérarchies plus souples et une diffusion horizontale de l'information<sup>157</sup>. Le militaire qui est, selon la phrase célèbre du sociologue Harold Lasswell, le « manager de la violence » devient aussi un « technicien de la force ».

Pour s'adapter aux nouvelles données, l'institution militaire fut, également, obligée de changer son mode de fonctionnement dans une certaine mesure. Dans ce cadre le Pentagone est contraint de s'ouvrir au secteur privé qui aujourd'hui mène le progrès technologique et d'adopter par ailleurs la flexibilité de la gestion et du mode logistique du système privé pour faire face aux changements rapides et peu prévisibles de l'environnement international.<sup>158</sup>

L'institution militaire impose des sujétions spéciales à ses personnels, comme la soumission à la discipline militaire et l'impossibilité de démissionner, de se mettre en grève ou de négocier sur les conditions de travail. Mais les tâches militaires sont de plus en plus réalisées comme le seraient des tâches civiles et de plus en plus motivées par la rémunération et les bénéfices annexes plutôt que par la coercition.<sup>159</sup>

Par ailleurs, la technicisation des Armées entraîne une structure plus complexe mais elle devient transférable à la société civile. Ce phénomène de civilianisation des Armées, par le biais de la technicisation, n'est pas nouveau. Citons en exemple la Guerre Civile aux Etats-Unis, au cours de laquelle le taux des soldats qui exerçaient une fonction purement militaire était de 93.2%. En 1954 ce taux avait baissé et

---

<sup>155</sup> C4ISR=Commandement, Contrôle, Communications, Computers, Renseignement, Surveillance, Reconnaissance.

<sup>156</sup> COHEN Eliot A., « Why the Gap Matters », *The National Interest*, Fall 2000, p 40.

<sup>157</sup> Office of the Chief of Staff Army Director, *Force XXI, America's Army of the 21<sup>st</sup> Century, Louisiana Maneuvers Task Force, 15 January 1995*. Cité à BEDAR, « La réforme stratégique américaine : vers une Révolution militaire ? », op.cit., p 12.

<sup>158</sup> BEDAR, « La réforme stratégique américaine : vers une Révolution militaire ? », op.cit., p 22.

atteint le chiffre de 28.8%<sup>160</sup> et cette tendance n'a fait que progresser après la Guerre froide. A ce phénomène s'ajoute la notion de l'intégration civilo-militaire dans laquelle les opérations militaires autres que la guerre sont de plus en plus impliquées. Le corollaire de ce type d'opérations, de la militarisation de la pensée du gouvernement et de la civilianisation des fonctions militaires, est que la distinction, entre sphère militaire et sphère civile, devient de plus en plus floue.

Pourtant cette technicisation met en cause la structure traditionnelle des Armées et par conséquent sape la spécificité militaire. Les plus affectés sont les cadres moyens dont le statut professionnel est mis en cause.<sup>161</sup> Ceci explique le peu d'enthousiasme que le Pentagone éprouve à l'égard du *RMA*<sup>162</sup>.

La tournure que prend le rôle politico-militaire, des officiers qui se trouvent au sommet de la hiérarchie, et de la civilianisation du fonctionnement des armées, a comme effet secondaire la séparation psychologique des officiers subalternes du commandement des forces armées. Les Généraux et les Amiraux passent, aux yeux des officiers subalternes, pour être trop politiques. Une étude faite par l'Armée de Terre, au Collège de commandement et d'Etat Major qui comprend l'élite des officiers, fait paraître que : « Il n'existe aucune loyauté du haut vers le bas[...] Les officiers supérieurs vont jeter du train les subalternes, sans scrupule, pour protéger ou pour faire avancer leur carrière. »<sup>163</sup> Dans une autre enquête, un tiers seulement des officiers ont approuvé l'assertion suivante : « Quand la hiérarchie de mon armée dit quelque chose, je pense que c'est vrai. »<sup>164</sup> De plus, dans l'étude du TISS, la moitié environ des militaires ont répondu qu'ils avaient l'intention de démissionner dans le cas où la hiérarchie ne défendrait pas la politique qu'ils considèrent bonne pour la Défense.<sup>165</sup>

Une autre conséquence de l'absence de toute menace directe pour les Etats-Unis est que la fonction primaire des forces armées, qui est la Défense du pays, a perdu de son importance. L'institution militaire est en train de devenir une institution

---

<sup>159</sup> CAPLOW & VENNESSON, *Sociologie Militaire*, op.cit., p 38.

<sup>160</sup> JANOWITZ, *The Professional Soldier : A Social and Political Portrait*, op.cit., p 64.

<sup>161</sup> BACEVICH, « Tradition Abandoned : Americas' Military in a New Era », op.cit., p 24.

<sup>162</sup> BEDAR, « La réforme stratégique américaine : vers une Révolution militaire ? », op.cit., pp 9-31, BACEVICH, « Tradition Abandoned : Americas' Military in a New Era », op.cit., pp 24-25 et COHEN, « Defending America in the Twenty-first Century », op.cit., pp 40-56. La résistance du Pentagone à la *RMA*, explique pourquoi le Président Bush Jr, a confié l'étude sur la réforme stratégique à l'*iconoclaste* Andy Marshall. Marshall, dirige un « think-tank » au sein du Pentagone, et ses opinions étaient très critiques envers sa politique d'armement. cf. « New arms for a new word », *The Economist*, February 17-23, 2001, pp 49-50.

<sup>163</sup> COHEN, « Defending America in the Twenty-first Century », op.cit., pp 55-56.

<sup>164</sup> COHEN, « Why the Gap Matters », op.cit., note de page 45.

<sup>165</sup> FEAVER Peter D. et KOHN Richard H. « The Gap : Soldiers, Civilians and their Mutual Misunderstanding. » op.cit., p 36.

publique parmi les autres.<sup>166</sup> Alors que la fonction primaire paraît sans importance, ce sont les questions secondaires d'ordre politique qui prévalent !<sup>167</sup> Ainsi l'institution militaire subit des pressions de la part des groupes environnementalistes et des restrictions environnementales ultérieures, une ingérence de la justice civile dans les domaines qui étaient autrefois l'apanage des militaires, et subit la critique des médias.<sup>168</sup> De même, en l'absence des problèmes de sécurité, les politiques ont suffisamment de marge pour utiliser les forces armées comme prétexte pour mettre en avant leurs buts politiques et sociaux. C'est dans ce cadre d'ingénierie sociale que les élites politiques pressent les Armées d'accepter les homosexuels et d'affecter les femmes dans les unités de combat. Ces dossiers suscitent des frictions entre les politiques et les militaires en créant une certaine rancœur au sein des cadres des forces armées.<sup>169</sup>

Enfin, dans le contexte de la globalisation, de la nouvelle économie et de la remarquable croissance économique aux Etats-Unis, les valeurs qui prévalent vont à l'encontre des valeurs institutionnelles des Armées. L'institution militaire, qui est traditionnellement basée sur les valeurs de l'altruisme, de la discipline et de la loyauté, est mal à l'aise au sein d'une société caractérisée par l'individualisme.

La conséquence de tout cela est que, malgré leur popularité, les armées sont confrontées à un problème grave de recrutement et de fidélisation de leurs cadres. A titre d'exemple, pour l'année 2000, 10% des capitaines de l'Armée de Terre ont démissionné.<sup>170</sup>

Dans ce cadre il n'est pas étrange que le Pentagone soit devenu une bureaucratie corporative de spécialistes militaires au sens weberien du terme. Le contrecoup de la mise en cause de la spécificité militaire est, qu'il a des répercussions dans le même temps sur les relations traditionnelles entre l'Armée et le pouvoir.

---

<sup>166</sup> COHEN, « Why the Gap Matters », p 43.

<sup>167</sup> FEAVER Peter D., « The Civil-Military Problematique : Huntington, Janowitz, and the Question of Civilian Control », ARMED FORCES & SOCIETY, Vol. 23, N°2, Winter 1996, pp 155-156.

<sup>168</sup> COHEN, « Why the Gap Matters », op.cit., pp 41-42.

<sup>169</sup> Selon l'étude de TISS, le 76% des militaires s'opposent à l'acceptation des homosexuels au sein des armées, et le 65% s'opposent à l'affectation des femmes aux unités de combat. TISS, *Project on the gap between the Military and Civilian Society, Digest Findings and Studies* op.cit., p.5, loc.cit.

<sup>170</sup> TTU EUROPE, « Le Blues de l'U.S. ARMY », 8 novembre 2000.

## **CONCLUSION.**

La problématique traditionnelle des relations entre civils et militaires repose sur un simple paradoxe. Du fait que nous craignons les autres, nous créons une institution de force pour nous protéger, et en suite nous craignons cette même institution qui nous protège. Ce paradoxe se traduit en termes politiques par le défi pour le pouvoir civil d'avoir une institution militaire assez forte, pour qu'elle puisse accomplir toutes les missions que les dirigeants civils lui demandent, et en même temps assez docile pour qu'elle fasse seulement ce que les dirigeants civils l'autorisent à faire.<sup>171</sup> Néanmoins les rapports entre le pouvoir civil et l'institution militaire ne sont pas statiques.

Les rapports entre civils et militaires évoluent en fonction des époques et, à une époque donnée en fonction des évolutions sociales, politiques, économiques, technologiques et enfin de l'environnement stratégique. Ces facteurs ne sont pas indépendants mais s'influencent les uns les autres.

Le corollaire donc des facteurs conjoncturels et institutionnels, est un nouveau rapport entre civils et militaires aussi bien que la montée de l'influence du Pentagone dans les processus décisionnels.

Les principaux facteurs conjoncturels furent la guerre du Vietnam, la résurgence pendant l'administration Reagan, la guerre du Golfe et les autres interventions des forces armées américains aussi bien que les personnalités des acteurs, comme celle du Général Powell ou celle du Président Clinton. Chacun de ces facteurs a influencé les relations entre le pouvoir civil et les militaires et pèse encore sur le rapport entre eux.

Cependant se sont les facteurs institutionnels qui sont les plus importants, malgré le fait qu'ils sont parfois latents. L'impact de ces facteurs sur la relation de l'institution militaire avec la société est plus profond et plus durable. Ces facteurs furent le système politique, la professionnalisation, la technicisation la loi « Goldwater- Nichols » et l'évolution du système international.

Sous l'influence de ces facteurs, les militaires ont eu tendance à définir de manière autonome leur juridiction professionnelle et même, parfois, à inventer leur propre définition de l'intérêt national. Enfin, l'institution militaire qui est une institution de grande envergure dotée de ses propres équilibres, s'est transformée,

---

<sup>171</sup> FEAVAR, « The Civil-Military Problematique : Huntington, Janowitz, and the Question of Civilian Control », op.cit., pp 149-150.

dans une certaine mesure, en une bureaucratie technique, capable d'influencer les décisions qui la concernent.

Néanmoins cela ne signifie pas la prise de pouvoir par les militaires aux Etats-Unis. En fait les forces armées américaines demeurent très respectueuses de la Constitution, disciplinées et loyales. Pour comprendre l'influence du Pentagone sur le système politique, il faut tenir compte du fait que, dans ce système, les décisions politiques n'émanent pas d'une personne seule, mais d'un conglomérat de grandes organisations et d'acteurs politiques.<sup>172</sup> Les décisions gouvernementales sont prises en fonction de la position et de l'intérêt de chaque acteur dans les processus décisionnels. Le produit de cette procédure n'est pas un choix rationnel optimal mais le compromis d'un choix satisfaisant. C'est le modèle de « rationalité limitée », avancé par le sociologue et politologue Herbert Simon qui explique les processus décisionnels dans les grandes entreprises aussi bien que dans la politique gouvernementale. Les solutions proposées au décideur (politique) émanent de la « logique organisationnelle » qui caractérise les organisations dont il préside. Cette logique n'est pas absolue mais relève de la culture organisationnelle, du paradigme, des expériences, des compétences et des routines de l'organisation aussi bien que de ses intérêts et de ses priorités. La rationalité du choix, à chaque étape de cette procédure, se borne aux limites de cette « logique organisationnelle ».<sup>173</sup>

Pour saisir donc le rôle des Armées dans les processus décisionnels, il faut tenir compte de leur « logique organisationnelle », de leur unification après la loi « Goldwater- Nichols » et de la place que cette loi donne au *CJCS* dans les processus décisionnels. En fait s'est l'adaptation du modèle de la « rationalité limitée », qui explique les décisions prises par l'administration, concernant la Bosnie et le Kosovo.<sup>174</sup> Le compromis entre les logiques de différents acteurs, notamment le Secrétaire d'Etat et le Pentagone, fut la campagne aérienne.

Ces évolutions s'inscrivent dans le cadre plus général des évolutions du système international. Historiquement, les évolutions du système international entraînent des changements socio-politiques qui retentissent de leur côté sur l'institution militaire. « L'ambassadeur et le soldat vivent et symbolisent les relations internationales » écrivait Raymond Aron. Autrement dit, il existe un rapport entre les relations internationales et le type de soldat qui leur correspond. Ce fut le cas après

---

<sup>172</sup> ALLISON & ZELIKOW, *Essence of Decision : Explaining the Cuban Missile Crisis* (2<sup>ème</sup> Edition), op.cit., p 3.

<sup>173</sup> SIMON Herbert A., *Models of Bounded Rationality*, Cambridge, Mass, MIT Press, 1982 (2 vol).

<sup>174</sup> Pour l'adaptation de la modèle du Herbert Simon au cas du Kosovo cf : VENESSON Pascal, « Bombarder pour convaincre ? », *CULTURES&CONFLITS*, N° 37, Printemps 2000, pp 23-59.

les traités de Westphalie de 1648, comme ce fut le cas après le Congrès de Vienne de 1815. Egalement, ce fut le cas après la Guerre froide. Au système international actuel correspond le modèle du **soldat-politique**.

Enfin, il existe un lien fort entre l'évolution militaire et la technicisation. L'évolution de l'institution militaire intervient quand les interactions entre l'industrie et la guerre aboutissent à une innovation technique dont l'ampleur bouleverse la configuration des rapports sociaux dominants au sein du système mondial. Ainsi au Moyen Age, l'arc, puis la poudre, ont largement contribué à la démocratisation de la guerre et à la sécularisation du pouvoir social, menant à la décadence de la féodalité. La Révolution des Affaires Militaires (*RMA*) au sens historique du terme, s'inscrit dans le même cadre. Il existe un rapport de circularité entre le développement de technologies militaires majeures (Internet, guidage précis, *GPS*), la révolution de l'information la mondialisation et la **civilianisation**.<sup>175</sup>

Dans ce cadre les relations entre civils et militaires aux Etats-Unis sont façonnées par les événements du passé, les évolutions du présent, aussi bien que par l'inquiétude de l'avenir. A ce titre le moral des militaires est la manifestation de l'angoisse collective d'une institution en pleine mutation.-

---

<sup>175</sup> BEDAR, « La réforme stratégique américaine : vers une Révolution militaire ? », op.cit., p 27.

# **BIBLIOGRAPHIE**

## **Documents Primaires.**

- Extracts of Public Law 81-216, National Security Act Amendments of 1949, 10 August 1949.
- U.S. Department of the ARMY, FM100-5, Operations, Washington, 1976.
- Extracts of Public Law 99-433, Goldwater –Nichols Department of Defense Reorganisation Act of 1986, 1 October 1986.
- Joint Pub 3-08 Interagency Coordination During Joint Operations.
- Harvard University, John M. Olin Institute for Strategic Studies, Project on U.S. Post Cold War Civil-Military Relations.  
(<http://www-vdc.fas.harvard.edu/cfia//olin/pub.htm>)

## **Colloques :**

1. Colin Powell as JCS Chairman (ed.) DESCH Michael et WEINER Sharon, A Panel Discussion on American Civil-Military Relations, 23 October 1995.
2. A Growing Civil-Military Gap ? (ed.) DESCH Michael et WEINER Sharon, Wrap-Up Panel Discussion of the Olin Institute's U.S. Military and Post-Cold War American Society Project, 26 October 1997.

## **Monographies :**

1. JOHNSON David E., *Wielding the terrible Swift Sward : The American Military Paradigm and Civil-Military Relations*, 1996.
  2. FEAVER Peter D., *Delegation, Monitoring, and Civilian Control of the Military : Agency Theory and American Civil-Military Relations*, May 1996.
  3. RICKS Thomas E., *On American Soil : The Widening Gap Between the U.S. Military and U.S. Society*, May 1996.
  4. KORB Lawrence J., *The Military and Social Change*, August 1996.
  5. GREGOR William J., *Toward a Revolution in Civil-Military Affairs : Understanding the United States Military in the Post Cold War World*, August 1996.
  6. GIBSON Christopher P. & Dr SNIDER Don M., *Explaining Post Cold War Civil-Military Relations : A New Institutional Approach*, January 1997.
  7. KOHN Richard H., *The Forgotten Fundamentals of Civilian Control of the Military in Democratic Government*, June 1997.
  8. WEINER Sharon K., *The Changing of the Guard : The Role of Congress in Defense Organisation and Reorganisation in the Cold War*, June 1997.
  9. HAHN II, Robert F., *Politics for Warriors : The Political Education of Professional Military Officers*, June 1997.
- JOHNSON Douglas and METZ Steven, *American Civil-Military Relations : New Issues, Enduring Problems*, U.S. Army War College, Carlisle Barracks PA ; 1995
  - Triangle Institute for Security Studies, *Project on the gap between the Military and Civilian Society*, FEAVER Peter D. & KOHN Richard H. (dir), *Digest Findings and Studies*, First Revision June 2000. (<http://www.poli.duke.edu/civmil/index.html>)

## **Sociologie**

### **Ouvrages**

- CAPLOW Theodore et VENNESSON Pascal, *Sociologie Militaire*, Paris ; Armand Colin, 2000.
- JANOWITZ Morris, *The Professional Soldier : A Social and Political Portrait*, New York ; The Free Press, 1975.

- WEBER Max, *The Theory of Social and Economic Organisation*, New York ; Free Press, 1997.

#### Articles de périodiques

- JANOWITZ Morris, « American Democracy and Military Service », *Society*, Vol.35, 1998.
- STANLEY Jay, « Harold Lasswell and the Idea of the Garrison State », *Society*, Vol.33, 1996.

#### Sur les Relations entre Civils et Militaires.

#### Ouvrages

- FINER Samuel E., *The Man on Horseback. Military Intervention into Politics.*, Harmondsworth ; Penguin, 1975
- HUNTINGTON Samuel P., *The Soldier and the State : A theory of Civil-Military Relations*, Cambridge Mass ; The Belknap Press of Harvard University Press, 1957.
- PREVIDI Robert, *Civilian Control versus Military Rule*, New York ; Hippocrene, 1988.
- WOODWARD Bob, *The Commanders*, New York ; Simon & Shuster, 1991.

#### Articles de périodiques

- BACEVICH A.J. « Tradition Abandoned : Americas' Military in a New Era », *The National Interest*, Summer 1997.
- BLAND Douglas L., « A Unified Theory of Civil-Military Relations », *Armed Forces & Society*, Vol. 26, N°1, Fall 1999.
- COHEN Eliot, « Playing Powell Politics : The General's Zest for Power » *Foreign Affairs* 74, November / December 1995.
- COHEN Eliot A., « Why the Gap Matters », *The National Interest*, Fall 2000.
- COLLINS Joseph J.& HOLSTI Ole R., « Civil-Military Relations : How Wide is the Gap ? », *International Security*, 24 :2, Fall 1999.
- DUNLAP Charls J.Jr., « The Origins of the American Military Coup of 2012 », *Parameters*, Vol. 22, n°4, Winter 1992-93.
- FEAVER Peter D., « The Civil-Military Problematique : Huntington, Janowitz, and the Question of Civilian Control », *Armed Forces & Society*, Vol. 23, N°2, Winter 1996.
- FEAVER Peter D. et KOHN Richard H. « The Gap : Soldiers, Civilians and their Mutual Misunderstanding. », *The National Interest*, Fall 2000.
- FOSTER, Gregory D. « Combating the Crisis in Civil-Military Relations », *Humanist* vol.58, Jan/Feb 1998.
- GOLDSTEIN Lyle J., « General John Shalikashvili and the Civil-Military Relations of Peacekeeping », *Armed Forces & Society*, Spring 2000.
- HOLSTI Ole R., « A Widening Gap between the U.S. Military and Civilian Society ? Some Evidence, 1976-96. », *International Security* 23 :3, Winter 1998/99.
- JOHNSON Douglas and METZ Steven, « Civil-Military Relations in the United States : The State of the Debate », *The Washington Quarterly*, 18 :1, Winter 1995.
- KOHN Richard H., « Out of Control : The Crisis in Civil-Military Relations », *The National Interest* n°35, SPRING 1994.
- LANE Charls, « A Soldier's Story », *The New Republic*, October 16, 1995.
- LANE Charls, « Green Line », *The New Republic*, November 15, 1999.
- PFAFF William, « Le retour inquiétant du lobby militaire », *Courrier International* No 515, Du 14 au 20 septembre 2000.
- SARKESIAN Sam C., « The U.S. Military Must Find its Voice », *Orbis*, Summer 1998.

- SCHIFF Rebecca L., « Civil-Military Relations Reconsidered : A Theory of Concordance », *Armed Forces & Society*, Vol. 22, N°1, Fall 1995.
- WEINBERGER Caspar W., « Civilian Advice from Military Leaders ; A Bad Idea », *Forbes*, September 20, 1999.

#### Articles de presse

- STOUT David, « The Nation ; An Army as Good as Its People, and Vice Versa », *The New York Times*, July 26, 1998.
- BROAD William J. et MILLER Judith, « Pentagon Seeks Command for Emergencies in the U.S. », *The New York Times*, January 28, 1999.
- GRAHAM Bradley, « Joint Chiefs Douted Air Strategy », *The Washington Post* April 05, 1999.
- PRIEST Dana, « Four-Star Foreign policy : U.S. Militry's New Role », *International Herald Tribune*, September 29, 2000.
- PRIEST Dana, « A Marine's Tough Mission : Pursuing Quiet Diplomacy in 10 time Zones », *International Herald Tribune*, September 30-October 01, 2000.
- PRIEST Dana, « A Persistent Admiral Helped Set America's Course on Indonesia », *International Herald Tribune*, October 02, 2000.
- « LE BLUES DE L'US ARMY », *TTU Europe*, 8 novembre 2000.

#### Sur les Etats Unis.

##### Ouvrages

- ARTAUD Denise, *La fin de l'innocence : Les EU de Wilson à Reagan*, Paris ; Armand Colin, 1985.
- HAAS Richard N, *Intervention : The Use Of American Military Force in the Post Cold War Word* Washington D.C ; The Brookings Institution Press, 1999.
- LANGGUTH A.J., *Our Vietnam, The War 1954-1975*, New York ; Simon&Schuster, 2000.
- NOUAILHAT Yves-Henri, *Les EU et le monde au XX siècle*, Paris ; Armand Colin, 1997,
- POWELL Colin, *Un Enfant du Bronx* Paris ; Odile Jacob, 1995.

##### Articles de périodiques

- DAADLER Ivo H. & O'HANLON Michael E. « The United States in the Balkans : There to Stay », *The Washington Quarterly*, 23 : 4, Autumn 2000.
- KAPLAN Lawrence F., « La nouvelle Hégémonie Américaine », *Courrier International* N°540, du 8 au 14 mars 2001.
- LACRONE Denis, « Où est l'intérêt national des Etats-Unis? », *Critique Internationale*, N°8, Juillet 2000.
- MAIHAFER Harry, « Message to MacArthur », *American History*, Juin 96.
- RICE Condoleezza, « Promoting the National Interest », *Foreign Affairs*, 79 :1, JANUARY/FEBRUARY 2000.
- VAISSE Justin « Les Etats-Unis sans Wilson : L'internationalisme américain après la guerre froide », *Critique Internationale*, Printemps 1999.
- VAISSE Justine, « Qui Gouverne à Washington ? », *Politique Internationale* No 86, 2000.

##### Articles de presse

- POWELL Colin L., « Why Generals Get Nervous », *New York Times*, October 08, 1992, p A-35.
- « And still no winner », *The Economist*, November 11-17, 2000.
- « One nation, fairly divisible, under God », *The Economist*, January 20-26, 2001.
- ISNARD Jacques « L'uranium appauvri, un sibstitut à l'offensive terrestre » *Le Monde*, 29 Janvier 2001.

- « New arms for a new word », *The Economist*, February 17-23, 2001.
- BARRY John et THOMAS Evan, « Colin Powell : Behind the Myth », *Newsweek*, 5 mars 2001.

### **Sur la Stratégie et les évolutions du système International.**

#### **Ouvrages**

- CLAUSEWITZ Carl von, *De la guerre*, Paris ; Perrin, 1999.
- COUTAU-BEGARIE Hervé, *Traité de Stratégie*, Paris ; Economica, 1999.
- ODOM Lt. General William E., *America's Military Revolution : Strategy and Structure After the Cold War*, Washington D.C. ; The American University Press, 1993.
- PARMENTIER Guillaume, *Le Retour de l'Histoire*, Bruxelles ; Complexe, 1993.

#### **Articles de périodiques**

- BEDAR Saïda, « L'Administration Clinton et l'évolution stratégique des EU », *Cahiers d'études Stratégiques*, n°18 , Paris, 1995.
- BEDAR Saïda, « La réforme stratégique américaine : vers une Révolution militaire ? », *Cahiers d'études Stratégiques* N° 25, 1999.
- COHEN Eliot A. « Defending America in the Twenty-first Century », *Foreign Affairs*, November/December 2000.
- De SAINT GERMAIN Paul-Ivan, « Prévenir, Imposer, Reconstruire », Paris, *Les Cahiers de Mars*, N° 166, 3<sup>e</sup> trimestre 2000.
- VENESSON Pascal, « Bombarder pour convaincre ? », *Cultures&Conflits*, N° 37, Printemps 2000.

### **Sur les processus décisionnels**

#### **Ouvrages**

- ALLISON Graham & ZELIKOW Philip, *Essence of Decision : Explaining the Cuban Missile Crisis*(2<sup>ème</sup> Edition), New York ; Longman, 1999.
- SIMON Herbert A., *Models of Bounded Rationality*, Cambridge, Mass, MIT Press, 1982 (2 vol).

#### **Articles de périodiques**

- GOLDGEIER James M. « NATO Expansion : The anatomy of a Decision », *The Washington Quarterly*, Winter 1998.